

Horaires des prières
Fajr : 04h01 Dohr : 12h45
Asr : 16h34 Maghreb : 19h51 Isha : 21h22

Iftar : 19h50
Imsak : 03h52

MÉTÉO

Alger	: 29°	15°
Oran	: 22°	15°
Annaba	: 31°	17°
Béjaïa	: 32°	14°
Tamanrasset	: 37°	22°

www.dknews-dz.com

PRÉSIDENTE

"La préoccupation de la tennismoman Ines Ibbou prise en charge"

P. 24

PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Précision du Comité d'experts au sujet de l'article 98

P. 4

PERSONNALITÉS-DÉCÈS

Le Moudjahed Omar Boudaoud n'est plus

P. 24

A L'ISSUE D'UNE REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Le BEM et le BAC en septembre, la rentrée universitaire à la mi-novembre

Le Conseil des ministres, réuni hier, sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé du report au mois de septembre, des examens du Baccalauréat et du BEM, outre l'annulation de l'examen de fin de cycle primaire. Le Conseil a également décidé que le passage d'un niveau à un autre pour les cycles primaire, moyen et secondaire s'effectuera sur la base du calcul de la moyenne des premier et deuxième trimestres et de la baisse de la moyenne d'admission, conclut la même source.

P. 3

APS



DÉMOGRAPHIE

43,9 millions d'habitants en Algérie en janvier 2020 (ONS)

P. 24

COMMERCE

Rezig : "moraliser l'acte commercial et assainir le marché"

P. 6

TOURISME ET AGENCES DE VOYAGES

Conjuguer les efforts pour sauver les emplois (SNAV)

P. 6

SANTÉ

MIGRAINE OU MAL DE TÊTE

Comment faire la différence ?

P. 12-13

FOOTBALL

EQUIPE NATIONALE

Mahrez appelle à ne pas mettre la pression sur Aouar et Cherki

P. 21



PATRIMOINE

Zaouïa El mouwahidine d'El Bayadh, un lieu de culte exceptionnel

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Arrestation d'un élément de soutien et destruction d'une bombe artisanale

P. 2

WILAYA D'ALGER

Port obligatoire de masques pour les propriétaires des locaux commerciaux et leurs employés



Le port de masques est désormais obligatoire pour les propriétaires et employés des locaux commerciaux autorisés à exercer leurs activités, indique dimanche un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

"Par souci de préservation de la santé publique et dans le cadre des mesures préventives et de la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (covid-19), les services de la wilaya d'Alger informent les propriétaires de locaux et d'espaces commerciaux autorisés à exercer leurs activités qu'ils sont ainsi que leurs employés tenus de porter des masques et de respecter les gestes barrières dont la distanciation sociale", précise la même source.

"Toute infraction à cette mesure mènera à la fermeture administrative des locaux et espaces concernés", soulignent les mêmes services.

MÉDIAS/DÉCÈS

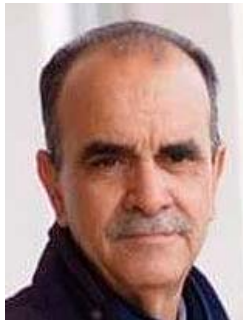
Mascara : décès du journaliste Abdelkader Ghomchi

Le journaliste Abdelkader Ghomchi est décédé dimanche (Mascara) à Tighennif (Mascara) à l'âge de 61 ans suite à un arrêt cardiaque, a-t-on appris de ses proches.

Le défunt Abdelkader Ghomchi a travaillé comme correspondant au quotidien "El Moudjahid" dans la wilaya de Mascara depuis les années 80.

Il préparait une thèse de doctorat en langue et littérature françaises

dans une université en France et enseignait la langue française au secondaire à Mascara. Le corps du défunt sera inhumé dimanche en fin d'après-midi au cimetière de Sidi Senoussi à Tighennif.



ACCIDENTS DE LA ROUTE Djelfa : un mort et un blessé dans un accident de la circulation

Une personne a trouvé la mort et une autre a été grièvement blessée dans un accident de la route survenu dimanche à Djelfa, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

"Déploré au nord de la wilaya de Djelfa au niveau de la route de la commune Zaafrane, cet accident mortel est intervenu suite au dérapage d'une véhicule utilitaire d'Algérie Télécom", a affirmé à l'APS le chargé de l'information auprès de la direction de la Protection civile, le lieutenant Khader Abderrahmane.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus sur les lieux de l'accident pour secourir les deux victimes (40 et 59 ans) dont l'un a rendu l'âme à l'hôpital "Colonel Ahmed Bougara" (Sidi Bahbah), a-t-il précisé.

De leur côté, les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances de cet accident.

TIZI-OUZOU

Une tentative de braquage d'un bureau de poste déjouée par des citoyens



Une tentative de braquage à main armée d'un bureau de poste a été déjouée dimanche matin au chef lieu de la commune de Boudjima, au Nord de Tizi-Ouzou, grâce à l'intervention de citoyens, a-t-on appris de sources locales.

Les deux assaillants, munis d'armes à feu et arrivés sur les lieux à bord d'un véhicule volé à un citoyen un peu plutôt, ont pris en otage la receveuse de la poste à l'ouverture du bureau et se sont emparés d'une somme de près 05 millions de DA", à indiqué à l'APS, Smail Boukharoub, premier responsable de la commune.

A leur sortie, "ils ont été poursuivis par les citoyens présents sur les lieux qui ont caillassé leur véhicule, et malgré deux coups de feu en l'air tirés par l'un des assaillants pour les dissuader, ils ont continué à les poursuivre et réussi à arrêter l'un d'eux en possession du butin subtilisé et de son arme, qui a été remis à la Gendarmerie nationale" a-t-il ajouté. Le deuxième assaillant, qui a pris la fuite, après avoir abandonné le véhicule juste à la périphérie du chef lieu, est toujours recherché par les éléments de la brigade de gendarmerie de Boudjima qui a encerclé les lieux.

"Le personnel est secouru par cette attaque mais aucun dégât, matériel ou humain, n'a été enregistré" a indiqué, pour sa part, à l'APS, Noureddine Ouakci, directeur local de l'unité postale au niveau de la wilaya. Le secteur de la poste au niveau de la wilaya a été, pour rappel, victime de pas moins de 13 attaques à main armée ayant causé un préjudice de total de 53 millions de DA subtilisés durant les 05 dernières années. Une situation qui a incité la direction générale d'Algérie poste à consacrer une cagnotte de 50 millions de DA pour l'acquisition de matériel de surveillance qui sera installé au niveau de 92 bureau de postes à travers la wilaya à l'effet de les sécuriser.

ACCIDENTS DE LA ROUTE Mila : 2 morts et 3 blessés dans un accident de la circulation à Tadjenamet



Deux (2) personnes ont perdu la vie et trois (3) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la commune de Tadjenamet (Mila), apprend-on dimanche de la direction de la Protection civile (DPC).

L'accident qui s'est produit sur la route nationale RN 5 suite à une collision entre un véhicule utilitaire et un autre touristique, a fait trois (3) autres victimes, évacués au service des urgences médicales de la polyclinique de Tadjenamet, a expliqué la source.

Les blessés sont âgés entre 22 et 34 ans, a-t-on encore détaillé.

De leur côté, les services de sûreté territorialement compétents ont déclenché une enquête en vue de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES 5 morts et 84 blessés le week end dernier



Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 84 autres ont été blessées dans 68 accidents de la route recensés, le weekend dernier en zones urbaines, par les services de la Sûreté nationale, indique, dimanche, un bilan des mêmes services.

Selon les données des services compétents de la Sûreté nationale, le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à "faire preuve de prudence et de vigilance lors de la conduite et à respecter le code de la route".

Elle met à la disposition des citoyens, 24h/24, le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 pour recevoir les signalements.

ENVIRONNEMENT-AVIFAUNE

Découverte d'un martinet noir sur les hauteurs de Taxena (Jijel)



Un oiseau de l'espèce martinet noir (Apus apus) a été retrouvé dimanche par un citoyen de la commune de Taxena (23 km de Jijel) et remis aux services de la conservation des forêts, a-t-on appris auprès des mêmes services.

L'oiseau découvert par un citoyen dans la cour de sa maison a été examiné puis relâché sur les hauteurs des montagnes Selma Benziada, a indiqué, Nadjib Benayad, cadre de la conservation.

Cet oiseau qui passe le clair de sa vie en l'air émigre durant la période de reproduction vers l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, où il nidifie d'avril à septembre, selon la même source qui a précisé que son apparition durant cette période est "toute naturelle" et les volées de martinets sont régulièrement observées en ce moment de l'année.

Un réseau d'observation de la faune a été constitué par arrêté de wilaya vers fin 2019 et se compose de représentants de plusieurs secteurs dont l'environnement, la santé, la fédération des chasseurs, l'association "environnement sans frontière", l'université de Jijel, l'administration du zoo et de vétérinaires qui assure l'examen des animaux vivants ou morts trouvés par les citoyens.

Une des tâches de ce réseau est de s'assurer que les animaux trouvés ne sont porteurs d'aucune infection avant de les relâcher dans la nature, a ajouté M. Benayad.

CONSEIL DES MINISTRES

Report au mois de septembre des examens du Bac et du BEM



Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé du report au mois de septembre, des examens du Baccalauréat et du BEM, outre l'annulation de l'examen de fin du cycle primaire. "Les épreuves du baccalauréat se tiendront durant la troisième semaine du mois de septembre et celles du BEM durant la deuxième semaine du même mois", précise le communiqué sanctionnant les travaux du Conseil des ministres.

Outre l'annulation de l'examen de fin du cycle primaire, le Conseil a également décidé que le passage d'un niveau à un autre pour les cycles primaire, moyen et secondaire s'effectuera sur la base du calcul de la moyenne des premier et deuxième trimestres et de la baisse de la moyenne d'admission, conclut la même source.

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé concernant le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de reporter à septembre, le lancement effectif de la formation pour les stagiaires et apprentis inscrits au titre de la session de février 2020 en sus de l'ouverture d'une nouvelle session de formation pour l'année prochaine à partir de la mi-octobre 2020.

FORMATION PROFESSIONNELLE
Report à septembre de la session de février et ouverture d'une nouvelle session pour l'année prochaine

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé concernant le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de reporter à septembre, le lancement effectif de la formation pour les stagiaires et apprentis inscrits au titre de la session de février 2020 en sus de l'ouverture d'une nouvelle session de formation pour l'année prochaine à partir de la mi-octobre 2020.

Pour le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels, il a été décidé le report au mois septembre, du lancement effectif de la formation pour les stagiaires et apprentis inscrits au titre de la session de février 2020 outre l'ouverture d'une nouvelle session de formation pour l'année prochaine à partir de la mi-octobre 2020", précise un communiqué rendu public à l'issue de la réunion du Conseil des ministres.

"Pour les apprentis stagiaires, ils sont en mesure de rejoindre les entreprises économiques publiques et privées dans lesquelles ils sont inscrits, une fois que ces dernières reprennent leurs activités", souligne la même source. En outre, poursuit le communiqué, "les soutenances des apprentis et stagiaires concernés par la fin de leur formation en juin 2020, seront programmées durant les mois de juin et septembre de l'année en cours".

AVANT PROJET DE LA LFC 2020

Renforcement du pouvoir d'achat et amélioration du rendement fiscal de l'Etat

L'avant projet de loi de finances complémentaire (LFC) 2020 approuvé, dimanche, par le Conseil des ministres, vise à consolider le pouvoir d'achat des citoyens, améliorer le rendement fiscal de l'Etat et s'ouvrir aux investissements étrangers sérieux, a indiqué dimanche un communiqué de la Présidence de la République.

Débatu et approuvé en Conseil des ministres lors d'une réunion extraordinaire tenue par visioconférence sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, l'avant

projet de la LFC procède du réajustement de certaines dispositions introduites dans la Loi de finances 2020 en vue de consolider le pouvoir d'achat des citoyens, améliorer le rendement fiscal de l'Etat et s'ouvrir aux investissements étrangers sérieux.

Entre autres mesures énoncées, figurent la prorogation de la réduction de 50 % du bénéfice des revenus réalisés dans les régions du Sud jusqu'à 2025, l'exonération de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour les salaires dont le montant est inférieur ou égal à 30.000 DA à compter du 1er juin et l'augmentation du salaire national minimum

garanti (SNMG) à 20.000 DA à compter du 1er juin

Il s'agit également, selon le texte, d'encourager et d'accompagner les initiatives de solidarité nationale, relancer l'économie nationale en s'articulant essentiellement sur "la création et le développement des startups", leur accorder une série d'avantages fiscaux et diversifier les outils de financement qui leur sont destinés

Le Conseil des ministres a également approuvé des mesures visant à améliorer le revenu fiscal, telle "la révision de l'impôt forfaitaire unique (IFU), le remplacement de l'impôt sur le patrimoine par l'impôt

sur la fortune et la soumission de son calcul à un barème ascendant, l'annulation du régime de la déclaration contrôlée pour les professions libérales, la soumission de l'impôt sur le bénéfice par action (BPA) à de nouvelles mesures, la révision des taxes sur les produits pétroliers et les nouveaux véhicules".

Il a également été question des charges compressibles, des dons et subventions en vue d'encourager les opérateurs économiques à intensifier et accompagner les initiatives de solidarité nationale dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Report de la rentrée universitaire à la mi-novembre 2020

Le Conseil des ministres a décidé, dimanche lors d'une réunion par visioconférence, présidée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de reporter la rentrée universitaire à la mi-novembre 2020 et de programmer les soutenances des mémoires et thèses de fin d'études durant les mois de juin et septembre 2020.

"Il a été décidé de reporter la rentrée universitaire à la mi-novembre 2020 et de programmer les soutenances des mémoires et thèses de fin d'études pour les étudiants concernés durant les mois de juin et de septembre 2020", indique un communiqué sanctionnant les travaux de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres. A ce propos, le Président de la République a affirmé que les

Ecoles supérieures relevant des différents ministères seront également soumises aux mêmes mesures appliquées aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, annonçant le lancement d'une chaîne de télévision thématique publique dédiée à l'enseignement à distance, qui diffusera via le satellite algérien Alkomsat-1. Cette chaîne de télévision proposera des cours dans toutes les spécialités au profit des élèves des différents cycles, notamment ceux en classes d'examen. Le lancement de cette chaîne interviendra le 19 mai 2020 qui coïncide avec la Journée nationale de l'Etudiant, une date symbolique pour notre pays", conclut le communiqué.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Annulation du régime préférentiel relatif à l'importation des lots SKD/CKD et autorisation d'importation de véhicules touristiques neufs

Le Conseil des ministres, réuni dimanche par visioconférence, sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, a décidé d'annuler le régime préférentiel pour l'importation des lots SKD/CKD pour le montage de véhicules et d'autoriser l'importation de véhicules touristiques neufs par les concessionnaires automobiles, indique un communiqué de la Présidence de la République. Parmi les mesures prises par le Conseil des ministres au volet relance économique, la révision de la

règle 49/51 régissant l'investissement étranger, à l'exception des secteurs stratégiques et des activités d'achat et de vente de produits. Il a également été décidé de revoir à la hausse le taux de prélèvement à la source pour les sociétés étrangères exerçant dans le cadre de contrats de prestation de services en Algérie, de 24% à 30% pour les encourager à ouvrir des bureaux en Algérie, en sus de l'annulation du droit de préemption et son remplacement par l'autorisation préalable des investissements étrangers, et l'annul

ation de l'obligation de leur financement à travers le recours aux financements locaux. L'exonération des taxes douanières et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour une durée de deux ans renouvelables pour les composants acquis localement par les sous-traitants dans le secteur des industries mécanique, électrique et électronique et les pièces de rechange, et la création d'un régime préférentiel pour les activités de montage ont également été décidées par le Conseil des ministres. Le Président de la République

a donné des instructions à l'effet de soumettre la règle 49/51 à des textes réglementaires transparents, afin d'éviter toute mauvaise interprétation ou équivoque quant à la préservation des richesses nationales. Il a également ordonné la prise d'une mesure similaire concernant le recours au droit de préemption, afin qu'il relève des attributions du Premier ministre après examen approfondi par des experts, de même que pour toute cession d'actions entre compagnies étrangères exerçant en Algérie.

INFRASTRUCTURES SPORTIVES-HOMMAGE

Baptisation de centres de presse au nom de journalistes sportifs décédés

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, et le ministre de la Jeunesse et des Sports Sid Ali Khaldi, ont convenu de baptiser des centres de presse d'infrastructures sportives au nom de journalistes sportifs décédés, pour leur rendre hommage.

Cette baptisation fait suite "à la demande de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA)", précise un communiqué du ministère de la Communication, dont une copie a été transmise dimanche à l'APS, soulignant que cette opération entre dans le cadre du programme de célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai de chaque année.

Le ministère de la Communication ajoute que ces hommages "seront rendus à la levée du confinement et des restrictions imposées par le coronavirus (Covid-19)".

Liste des centres de presse baptisés au nom de journalistes sportifs décédés :

- 1-Centre de presse du stade de Tizi-Ouzou : Mokhtar Chergui (Journal El Moudjahid)
- 2-Centre de presse du stade du 5-Juillet (OCO) : Abdelkader Hamani (Télévision nationale)
- 3-Centre de presse du stade de Baraki : Mohamed Sellah (Radio nationale)
- 4-Centre de presse du stade Hamlaoui de Constantine : Mekhlouf Boukher (Télévision nationale)
- 5-Centre de presse du stade du 8-Mai-1945 de Sétif : Brahim Dahmani (Algérie Presse Service - APS)
- 6-Centre de presse de l'OPOW

- 7-Centre de presse du stade d'Oran (40.000 places) : Miloud Chorfi (Radio nationale)
- 8-Centre de presse du stade Ahmed-Zabana d'Oran : Abdallah Ben Yekhllef (Radio nationale)
- 9-Centre de presse du Stade Mustapha-Tchaker de Blida : Abdou Seghouani (Radio nationale).

PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Précision du Comité d'experts au sujet de l'article 98

Le Comité d'experts chargé de formuler des propositions sur la révision de la Constitution précise qu'une erreur technique s'est glissée dans l'ordre des paragraphes 3 et 8 de l'article 98 du texte rédigé en langue française. Sur ce, prière de lire l'article comme suit :

Article 98
(Ex. art. 102)

1. Lorsque le Président de la République, pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions, la Cour constitutionnelle se réunit de plein droit, et après avoir vérifié la réalité de cet empêchement par tous moyens appropriés, propose, à la majorité des trois quart (¾) de ses membres, au Parlement de déclarer l'état d'empêchement.

2. Le Parlement siégeant en chambres réunies déclare l'état d'empêchement du Président de la République, à la majorité des

deux tiers (2/3) de ses membres.

3. Le Vice président en exercice assume les fonctions de chef de l'Etat par intérim pour une durée maximum de quarante cinq (45) jours. Il exerce ses prérogatives dans le respect des dispositions de l'article 100 de la Constitution.

4. En l'absence d'un Vice-président nommé, le Président du Conseil de la Nation assure l'intérim pour une durée maximum de quarante cinq (45) jours. Il exerce ses prérogatives dans le respect des dispositions de l'article 100 de la Constitution.

5. En cas de continuation de l'empêchement à l'expiration du délai de quarante cinq (45) jours, il est procédé à une déclaration de vacance par démission de plein droit, selon la procédure visée aux deux alinéas ci-dessus et selon les dispositions des alinéas suivants du présent article.

6. En cas de démission ou de décès du Président de la Répu-

blique, la Cour constitutionnelle se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la Présidence de la République. La Cour constitutionnelle communique immédiatement l'acte de déclaration de vacance définitive au Parlement qui se réunit de plein droit.

7. Le Vice Président de la République, chef de l'Etat par intérim, assume les fonctions de Président de la République pour le reste du mandat Présidential. Il ne peut désigner un vice Président de la République.

8. En l'absence d'un Vice-président nommé, le Président du Conseil de la Nation assure l'intérim pour une période maximum de (90) quatre vingt dix jours au cours de laquelle sont organisées les élections présidentielles. Cette Période peut être prorogée après avis de la cour constitutionnelle.

Le chef de l'Etat, ainsi désigné, ne peut être candidat à la Présidence de la République.



9. En cas de conjonction de la démission ou du décès du Président de la République, avec la vacance du poste de vice Président de la République pour quelque motif que ce soit, la Cour constitutionnelle se réunit de plein droit et constate à la majorité des trois quart (¾) de ses membres la vacance définitive de la Présidence de la République et la vacance du poste de Vice Président. Dans ce

cas, le Président du Conseil de la Nation assume la charge de Chef de l'Etat dans les conditions fixées aux alinéas précédents du présent article et à l'article 100 de la Constitution.

En cas de vacance du poste de Président du Conseil de la Nation, le président de la Cour constitutionnelle assume les fonctions de chef de l'Etat selon les conditions et procédures fixées ci-dessus.

Des partis politiques appellent à l'enrichissement de la mouture

Des partis politiques et des associations nationales ont appelé, dimanche, la classe politique et les personnalités nationales à contribuer à l'enrichissement de la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution pour parvenir à une loi fondamentale à la hauteur des aspirations des Algériens. Le président du Mouvement national El-Islah, Filali Ghouini, a souligné l'importance d'un élan collectif dans le pays pour concourir à la réussite du chantier de la réforme constitutionnelle, et les grands chantiers dans divers domaines, politique et socio-économique avec la plus grande adhésion possible, et la mobilisation de toutes les catégories politiques et sociales de la République". M. Ghouini s'est félicité, en outre, de "la teneur des amendements profonds et du saut qualitatif que connaîtra la Constitution algérienne, à la lumière des différentes amendements proposés, dont la constitutionnalisation du Hirak populaire, la préservation des fondements de l'identité nationale, l'extension du champ des droits et des libertés, la consécration de la dignité du citoyen, la protection du journaliste et de la femme et la consécration de l'indépendance de la justice, à travers la Cour constitutionnelle et la révision de la composante du Conseil supérieur de la magistrature". "Les amendements proposés portent également sur l'impératif de réaliser un équilibre entre les dif-

férents pouvoirs, la révision des missions et prérogatives, à travers la création du poste de vice-président, le renforcement des prérogatives du Chef du Gouvernement et du Parlement, la promotion du rôle de la Cour des comptes, la consolidation du caractère social de l'Etat, la réunion des conditions à même de réaliser un véritable décollage économique et d'ouvrir la voie aux compétences, en renforçant la présence des jeunes", a-t-il ajouté. De son côté, le mouvement El-Islah a annoncé avoir "entamé l'examen de la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution, en toute responsabilité, au niveau des instances dirigeantes et de base du Mouvement, afin de présenter les recommandations qui contribueront au confortement de ce projet dans les prochains jours. Dans le même contexte, le bureau politique du parti El Karama s'est réuni samedi en visioconférence, sous la présidence de Mohamed Daoui, son Président par intérim, pour procéder à une première lecture de la mouture et de l'avant-projet de révision de la Constitution, saluant la remise de ce document, en dépit des circonstances difficiles que connaît le pays, à cause de la pandémie du nouveau coronavirus, ce qui dénote, a précisé M. Daoui "le grand intérêt accordé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune aux réformes politiques". Pour le bureau politique du parti, ce

document "vient remédier aux dysfonctionnements constatés dans les précédentes Constitutions, annonçant la formation d'un groupe de travail pour examiner, enrichir et analyser la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution.

Il a appelé la classe politique et les personnalités nationales à contribuer à l'enrichissement de ce document pour parvenir à une Constitution à la hauteur des aspirations de tous les Algériens, dans tous les domaines. Par ailleurs, l'atelier des anciens Scouts musulmans algériens (SMA) a lancé des assises de débat et d'enrichissement de la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution, avec les groupes de scouts de toutes les régions du pays, à travers les nouvelles technologies de visioconférence, en raison du confinement. Les différentes propositions et préoccupations seront soumises à l'atelier qui prendra en charge leur formulation définitive. Un communiqué de l'Association des Anciens Scouts musulmans algériens (SMA), a précisé que cet atelier que préside le commandant Rabah Laroussi, spécialiste en Sciences politiques, vice-commissaire de la wilaya d'Alger, chargé par le Commandant général des Anciens scouts musulmans algériens, Mustapha Saâdoune, entamera "l'opération de prise de contact avec les commissaires de wilaya et tous les cadres nationaux, en vue de l'organisation d'assises

de débat et de dialogue autour de la mouture de l'avant-projet de révision de la Constitution, avec les groupes des scouts, par les techniques modernes de visioconférence, en ces temps de confinement, pour peu que les différentes préoccupations soient soumises à l'atelier des anciens SMA qui se charge de leur formulation définitive". Pour l'Association des anciens SMA, cette démarche "est une opportunité pour la participation de tous, à l'instar de la société civile, en vue d'aboutir à une Constitution inclusive, à même d'assurer à l'Algérie croissance et progrès et de préserver son identité", lit-on dans le communiqué. Le Front de l'Algérie Nouvelle (FAN) a affirmé, pour sa part, dans un communiqué "sa détermination à soumettre des propositions sérieuses et appropriées pour une contribution efficace et positive, en vue de parvenir à une Constitution adaptée à l'Etat algérien, au peuple et aux objectifs du Hirak populaire". Le FNA assure de nouveau qu'il "s'acquittera de ses responsabilités dans la réussite de cette échéance nationale qui est, a ajouté la formation politique, "L'introduction indispensable pour engager des réformes politiques, économiques et sociales, profondes et globales, et œuvrer avec tous les fidèles, quelles que soient leurs positions, en vue de construire une Algérie nouvelle avec de nouveaux visages, honnêtes et compétents.

TOURISME

Conjuguer les efforts pour sauver les emplois dans le secteur des agences de tourisme et de voyages (SNAV)

Le Syndicat national des agences de tourisme et de voyages (SNAV) a appelé par la voix de son président, Bachir Djeridi à la conjugaison des efforts de tous pour sauver les emplois menacés dans le secteur en raison de la crise financière induite par la pandémie de Covid-19.

Dans une déclaration à l'APS, M. Djeridi a précisé que les agences de tourisme et de voyages "sont actuellement en proie à une crise financière aiguë induite par le gel des activités touristiques et la baisse des recettes en raison de la pandémie de Covid-19", prévenant qu'"un grand nombre de travailleurs du secteur risquent de perdre leur emploi à cause de cette situation".

Selon lui, les plus de 3.400 agences de tourisme et de voyage que compte le pays "risquent de mettre la clé sous la porte faute de recettes en raison du gel des activités touristiques". Il a, dans

ce contexte, souligné que le ministère du Tourisme "s'est montré disposé à aider ces agences à surmonter la crise qui les accable". Le président du SNAV a, par ailleurs, plaidé en faveur d'une action coordonnée entre les différents acteurs pour sauver les agences de tourisme qui jouent, a-t-il dit, un rôle important dans "la promotion de la destination Algérie, la création d'emplois permanents et la réalisation du développement durable dans les différentes régions du pays". Appelant, par ailleurs, pour une révision de la loi régissant la modalité d'exploitation des agences de tourisme et de voyages, le président du SNAV a rappelé l'importance de "former une main d'œuvre qualifiée en vue de contribuer à l'édification d'une destination touristique diversifiée à la hauteur de la richesse touristique dont recèle le pays". Aussi, a-t-il mis en exergue l'importance d'"exonérer les agences

de tourisme des différents impôts et de créer un fonds d'aide aux personnes impactées par la crise, de contribuer au paiement des salaires des employés et leur exonération des toutes les charges sociales (cotisations à Sécurité sociale), en raison de l'arrêt de l'activité, et de trouver une formule, à même d'indemniser les agences et leur permettre de s'acquitter des loyers".

Abordant le rôle des agences de tourisme et de voyages dans l'édification d'une destination touristique d'"excellence" en Algérie, le président du SNAV a souligné la nécessité d'"assurer tous les moyens humains et matériels à ces agences et d'aplanir tous les obstacles entravant la concrétisation de cet objectif", avant de relever la question de l'octroi du visa "tousjours non réglée, en raison de la lenteur des procédures administratives".

Et d'appeler, dans ce contexte,

à "ouvrir plusieurs circuits touristiques, toujours fermés, notamment dans les régions du Grand Sud, à améliorer les prestations touristiques conformément aux normes internationales, à assurer les différents moyens de transport et à offrir des tarifs compétitifs concernant le transport aérien, tout en assurant les structures publiques dont le touriste a besoin". Dans ce cadre, M. Djeridi estime "impératif de lancer l'activité du Haut conseil du tourisme pour promouvoir le tourisme et contribuer, partant, au développement durable hors hydrocarbures". Ces revendications ont été récemment soumises au ministère de tutelle "qui s'est montré compréhensif quant à la situation que traversent ces agences, exprimant sa disposition à œuvrer pour trouver des solutions adéquates aux problèmes rencontrés" a-t-il précisé.

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial,

Hassane Mermouri s'était réuni avec des représentants du Syndicat National des Agences de Voyages (SNAV), de la Fédération Nationale des Associations des Agences de Tourisme et de Voyages (FNAT) et de la Fédération nationale des hôteliers algériens pour se concerter, échanger des informations sur les répercussions de la crise sanitaire actuelle sur le secteur du tourisme et proposer des mesures à même d'en atténuer les effets sur les activités touristiques. Dans ce cadre, le ministre a assuré que les préoccupations et propositions des opérateurs du secteur "seront étudiées avec le plus grand sérieux dans le cadre du plan d'action du gouvernement afin de soutenir et assister tous les opérateurs économiques", appelant à "davantage de mobilisation et à se préparer à un avenir prometteur plein d'espoir et d'optimisme après le retour à la vie normale".

AIN TEMOUCHENT

Réception attendue de 18 établissements éducatifs à la rentrée scolaire

Dix-Huit (18) établissements éducatifs (primaire, moyen et secondaire) seront réceptionnés dans la wilaya d'Ain Temouchent dès la rentrée scolaire prochaine (2020-2021), a-t-on appris dimanche du directeur de wilaya des équipements publics (DEP) Belkheir Houari.

En prévision de la rentrée scolaire prochaine il est attendu la réception de 18 établissements éducatifs dont quatre lycées, un collège d'enseignement moyen (CEM) et cinq groupes scolaires pour le primaire avec huit cantines à travers le territoire de la wilaya, a précisé à l'APS M. Belkheir.

Le secteur des équipements publics a enregistré un taux d'avancement "considérable" des travaux de réalisation des établissements éducatifs dans la wilaya, ce qui permettra la réception totale de trois lycées situés dans les communes d'Ain Kihel, Beni Saf et Msaïd. Le lycée de la cité AADL, au chef-lieu de wilaya, sera livré partiellement. Le bloc pédagogique

sera réceptionné à temps et le restant (bloc administratif et logements de fonction) quelques mois après, a indiqué le même responsable. Pour le cycle moyen, il est prévu la réception d'un CEM dans la commune de Hassi El Ghella, pris en charge comme les quatre lycées dans le cadre du programme sectoriel. Pour le primaire, les travaux de cinq groupes scolaires sont quasiment achevés dans l'agglomération secondaire Kradsa (commune d'Oued Sebah), à Rachegoun (commune d'Oulhaça), au niveau des communes de Sidi Boumediene et Emir Abdelkader et à Ain Temouchent, a-t-il fait savoir. Huit (8) cantines scolaires, qui s'inscrivent



dans le cadre de la Caisse de solidarité des collectivités locales des communes d'El Amria (3), Chabbat Lham, Aghlel, Emir Abdelkader, Oued Kerkeche et Hsasna, d'une capacité

de 200 repas chacune, ouvriront leurs portes à la rentrée scolaire (2020-2021). Les travaux de leur réalisation enregistrent un taux d'avancement "appréciable", a assuré M. Belkheir.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE À TÉBESSA

120 milliards DA pour régler les honoraires des céréaliculteurs (OAIC)

Une enveloppe financière de 120 milliards DA a été réservée pour régler les honoraires des céréaliculteurs de Tébessa qui livreront leurs récoltes au titre de la campagne moisson-battage 2019/2020, a affirmé dimanche à Tébessa le directeur-général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Présidant le lancement de la campagne moisson-battage dans une exploitation privée de la localité El Marmouthia dans la commune de Négrine (210 km de Tébessa), Abderrahmane Bouchehda a indiqué que l'OAIC œuvre à mobiliser les

ressources humaines et matérielles nécessaires pour le succès de l'actuelle campagne moisson-battage qui a démarré dans les wilayas du Sud dont Adrar, Ouargla, El Oued et Tébessa.

Il a également assuré que le parc roulant de l'OAIC s'est renforcé cette année de 69 camions pour faciliter le transport des récoltes et les travaux "sont en cours" pour réaliser dans les proches délais, 16 nouveaux silos de stockage de ces céréales en attendant le lancement des travaux de 14 autres silos dont les procédures administratives ont été terminées et ce pour aug-

menter les capacités de stockage. L'année en cours verra la réalisation de 100 points de collecte des récoltes à travers plusieurs communes du pays pour accompagner l'évolution de la production, a ajouté le même responsable.

Le DG de l'OAIC s'est entretenu avec les agriculteurs d'El Marmouthia qui lui ont fait part de leurs préoccupations relatives à l'électricité, l'aménagement de pistes et l'accès à l'eau d'irrigation. Il leur a assuré que ces questions font l'objet d'étude minutieuse au niveau du ministère de tutelle.

SKIKDA

Des habitants de la cité Bouabbaz contestent la réalisation d'une clinique privée à la forêt de la région

Des citoyens de la cité Bouabbaz sur les hauteurs de Skikda ont protesté dimanche contre le projet de réalisation d'une clinique privée dans la forêt, située à proximité de cette cité, a-t-on constaté. Des représentants de ces protestataires ont déclaré à l'APS, la contestation d'un projet qu'ils ont qualifié d'"agression sur cette forêt", estimant l'octroi d'autorisation pour la réalisation

de cette clinique était "un acte de pillage des forêts de Skikda et ses espaces verts". Les contestataires ont appelé, dans une lettre ouverte adressée au wali dont une copie a été remise à l'APS, à "l'ouverture d'une enquête et mettre un terme au pillage des forêts de Skikda", refusant catégoriquement la pose de la première pierre et appelant (à transférer ce projet dans un autre en-

droit". De son côté, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Skikda, Chérif Boudaïs a insisté sur "la prise d'une décision d'arrêt immédiat des travaux" appelant "l'entrepreneur chargé de la réalisation de ce projet à réparer la panne signalée sur la conduite d'alimentation en eau potable (AEP), causée par ce chantier".



MARCHÉ DE LA DINDE DE MEGTA À KHEIRA (TIPASA)

Saisie de plus de 20 quintaux de viande pour infraction aux règles d'hygiène

Plus de 20 qx de viande blanche ont été saisis, suite à une décente de la Gendarmerie nationale au marché de la dinde, sis au lieu dit "Megtaà Kheira" de Tipasa, avec le constat de 87 infractions, a indiqué dimanche un communiqué du groupement territorial de ce corps constitué à Tipasa. Selon le document, cette opération a été réalisée, grâce à des informations faisant état de la présence de vendeurs au marché de la dinde de Daouda, et sur l'axe du chemin de wilaya (CW) de la commune de Zaâtira (Alger), qui procédaient à la "vente de viande en l'absence totale des conditions d'hygiène et des règles de conservation requises", est-il souligné. Sur place, il a été fait le constat de pas moins de 87 infractions liées notamment, selon la même source, au "non respect des règles d'hygiène", "non possession de l'attestation vétérinaire pour les produits en vente", "exercice d'une

activité commerciale fixe sans registre de commerce", "rejet de déchets d'origine animale dans des lieux non appropriés", "non respect des conditions de conservation et de froid, et abattage illicite", et "exploitation de mineurs". Le même communiqué a fait part de la réalisation, par la brigade territoriale de protection de l'environnement de Tipasa, d'une descente commune avec la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Daouda, et de sections de sécurité et de prévention, en collaboration avec les services du commerce et de l'agriculture des wilayas d'Alger et de Tipasa, ayant abouti à une "saisie globale de 2.055 kg de viande de dinde, exposée à la vente, dans l'irrespect total des règles d'hygiène sanitaire, avec la destruction de 85 kg de viande impropre à la consommation et la saisie de neuf tables de vente du produit", est-il signalé de même source.

TÉBESSA

Prévision de production de 1,2 million de quintaux de céréales

Une production prévisionnelle de 1,2 million de quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de Tébessa, au titre de l'actuelle saison agricole, a indiqué dimanche, le directeur local des services agricoles (DSA). Les services agricoles prévoient une production de 1,2 million de quintaux de blé dur, tendre et d'orge sur une surface cultivée estimée à 148.000 hectares dont 90.345 hectares seront moissonnés, a précisé Saïd Tamene à la presse en marge du lancement de la campagne moisson-battage, depuis une exploitation agricole privée située dans la localité El Marmouthia dans la commune de Négrine à 210 km au sud de Tébessa en présence du directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales

(OAIC), Abderrahmane Bouchehda. Les prévisions arrêtées dans ce cadre, font état d'une baisse dans la production par rapport à une récolte de 1,7 million de quintaux réalisée durant la précédente saison agricole, a-t-il dit, expliquant cette baisse par la faible pluviométrie enregistrée en janvier et février notamment. La DSA a mobilisé au titre de l'actuelle campagne moisson-battage, 283 moissonneuses, 1715 camions de transport et collecte de la production dans 12 points aménagés à cet effet, a fait savoir le même responsable, faisant état d'une capacité de stockage estimée à 2,25 millions de qx dont 908.000 qx à travers les points de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS). Le directeur général de l'OAIC qui

BOUMERDES-CONFINEMENT
Prés de 400 infractions durant la première moitié du Ramadhan

Prés de 400 personnes ont été interpellées, par les services de la sureté de wilaya de Boumerdes, durant la première quinzaine du mois de Ramadhan, pour infraction aux horaires de confinement sanitaire partiel (de 19h00 à 7h00 du matin) imposé pour endiguer la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris, dimanche, auprès de la sureté de wilaya.

"Quelque 41 véhicules de différents types et 12 motos ont été, également, mis à la fourrière, à la période indiquée, au titre de ces mêmes mesures préventives", a indiqué à l'APS, le chargé de la communication auprès de ce corps sécuritaire, le commissaire de police Krimo Touati. Le responsable a, par ailleurs, fait part de la poursuite des patrouilles de la police, quotidiennement, au niveau des surfaces commerciales, et sur les routes, en vue de sensibiliser les citoyens sur l'importance du respect des mesures du confinement sanitaire dans la lutte contre le Covid-19", a-t-il souligné.

BLIDA

Implantation de plus de 8000 logements AADL

Des assiettes d'implantation ont été sélectionnées pour plus de 8000 logements de type location-vente (AADL), non lancés en réalisation, à Blida, en raison du déficit en foncier accusé dans la wilaya. Un problème entravant de nombreux autres projets de logements de différents types, a-t-on appris dimanche, auprès du directeur du logement, Tarek Souissi.

"Il s'agit des projets de plus de 8000 logements AADL, qui ont été implantés dans nombre de communes de Blida", a indiqué, à l'APS, M. ouisi, signalant notamment 4000 unités prévues à la réalisation à Bouàrfa, au moment où 1.045 autres seront implantées à El Affroune (à l'Ouest), 1000 à Beni Tamou (au Nord), 1.500 à Meftah, et 600 à Bouguera (à l'Est). Sur ce total de projets, visant la couverture de la demande exprimée sur ce type de logements, "deux seront bientôt lancés en chantier, à savoir ceux de Bouàrfa (4000 unités) et de Beni Tamou (1000)", a, ajouté le même responsable.

Il a fait part, en outre, de nombreux autres programmes de logements destinés à la wilaya, "non lancés en réalisation à cause du déficit en foncier", a-t-il dit, citant notamment un projet de 850 logements promotionnels aidés (nouvelle formule). La wilaya de Blida compte 25.517 logements de type location-vente (AADL), dont 17.550 actuellement en chantier. Une majeure partie de ces unités sont en réalisation dans la ville nouvelle de Bouinane (à l'Est), est-il précisé.

SECTEUR DU BÂTIMENT 24.000 entreprises ont été mises à l'arrêt à cause du confinement sanitaire

Le secteur de la construction a été fortement impacté par les mesures de confinement sanitaire imposées par le coronavirus avec plus de 24.000 entreprises de bâtiment à l'arrêt, a indiqué dimanche à Alger le DG du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Anis Bendaoud. "En début de cette année, il était prévu de remettre plus 450.000 logements à leurs bénéficiaires, mais l'opération a été entravée par la pandémie du Covid-19 qui a obligé les entreprises notamment au niveau des grandes wilayas de mettre leur chantiers à l'arrêt et leur travailleurs en congés forcé", a fait savoir M. Bendaoud lors de son passage à l'émission, invité de la rédaction, de la chaîne 3 de la Radio nationale. Bon nombre de ces chantiers ne pourraient pas reprendre leurs activités avant le premier trimestre 2021, a-t-il supposé.

Malgré les conséquences de cette crise qui a retardé les chantiers en cours, M. Bendaoud assure la volonté du secteur de maintenir le rythme de réalisation des programmes, en rappelant que le logement était l'un des priorités de l'Etat à l'instar de l'éducation et de la santé et que le programme d'un million d'unités supplémentaires inscrits pour 2020-2024 devrait se poursuivre. Il a également affirmé que la plus grosse opération d'attribution de logement prévue pour 2020 sera maintenue. "La pandémie a causé certains retards au départ certes, mais les choses commencent à reprendre et l'Etat entend maintenir l'avancement des programmes annoncés", a-t-il assuré, en précisant qu'actuellement il y a le programme de 974.000 logements en cours, tous types confondus, dont 648.000, sont en cours de réalisation et 325.000 unités en cours de lancement. Il s'agit principalement, a-t-il poursuivi, du programme location-vente (AADL) avec 272.000 unités en cours de réalisation, le public locatif social (PLS) avec 192.000 unités, le promotionnel aidé (Lpa) avec 112.000 unités en cours et 77.000 seront lancés durant cette année.

Il a également énuméré l'habitat rural qui constitue aussi un segment important avec 50.000 logement et enfin la formule du logement promotionnel public avec 21.000 unités.

Pour accélérer la reprise des chantiers et rattraper le retard engendré par la crise sanitaire, le responsable a fait savoir que le ministère compte introduire le système des 3 fois 8, permettant aux chantiers de travailler en perma-nence.

Par ailleurs, il a affirmé que l'Algérie entend, à l'avenir, accorder la préférence à l'outil national de construction et les programmes de logement seront désormais réservés "exclusivement aux entreprises Algériennes". D'autre part, M. Bendaoud a affirmé que dorénavant le secteur arrièrera les programmes budgétaires qui nécessitent un financement de l'Etat à 100 %, en affirmant que le logement social sera exclusivement réservé aux couches défavorisées. "Il faut que l'état se décharge progressivement du financement du logement sans laisser tomber les couches défavorisées", a-t-il déclaré. "Nous avons révisé les textes fixant les règles d'attribution de ce type de logement. Ca va être de petit programmes ciblés qui n'ont rien à voir avec le programme de millions de logement d'avant", a-t-il fait savoir.

Ce même responsable a également annoncé l'intention de son secteur de créer une banque de logement en partenariat avec le ministère des Finances afin de capter les ressources financières notamment à travers l'épargne.

Il a également évoqué la proposition d'une taxe pour les logements fermés en vu d'encourager la location.

AGRICULTURE - ABRICOTIERS

M'sila : recul prévisionnel de la récolte d'abricot suite à la régression de la surface des vergers

La récolte prévisionnelle d'abricot de l'actuelle saison dans la wilaya de M'sila devra reculer à moins de 300.000 quintaux en raison de la régression de la surface des vergers d'abricotiers, ont indiqué dimanche, les services de la wilaya. Selon la même source, la surface consacrée à cette arboriculture fruitière a diminué de près de 1000 hectares au cours de ces dernières années notamment au périmètre du barrage de Ksob, où le problème d'invasion du barrage a réduit la surface irriguée à seulement 400 ha contre plus de 4.000 ha par le passé.

La surface des vergers d'abricotiers a également baissé dans les périmètres de Maadher, Boussaâda, Khebana et M'cif

COMMERCE

Rezig : "moraliser l'acte commercial et assainir le marché des tenants du monopole et de la spéculation"

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a fait état du lancement prochain d'une large opération d'évaluation et de réexamen de plusieurs dossiers relatifs aux activités sous tutelle dans le cadre d'une démarche de "moralisation de l'acte commercial" visant essentiellement à assainir le marché des tenants de la spéculation, du monopole et de la manipulation des prix.

Dans un entretien accordé à l'APS, M. Rezig a indiqué que son secteur envisageait, "après le Ramadhan, le réexamen de plusieurs questions (...) nous avons pris des dispositions et des mesures pour mettre fin à l'anarchie régnant dans certains créneaux et nous sommes déterminés à moraliser l'acte commercial dans tous ses aspects".

Une commission ministérielle récemment mise sur pied se penche sur la question de la moralisation de l'acte commercial en analysant les causes des problématiques enregistrées dans nombre de filières et branches, a-t-il précisé.

Concernant son évaluation de l'activité commerciale en ce mois sacré, le ministre a estimé que "le citoyen était conscient que le Ramadhan de cette année n'est pas le même que les années précédentes (...)

Les préparatifs ont commencé depuis janvier à la faveur de plusieurs rencontres organisées à différents niveaux avec les départements ministériels concernés, les unions et les offices".

Pour M. Rezig, les mesures prises avant le Ramadhan, en coordination avec les autres départements ministériels et les Services de sécurité et grâce à certains intervenants parmi les fellahs et les commerçants, a permis de parvenir à une stabilité et à la lutte contre la spéculation et le monopole, à l'exception des perturbations enregistrées dans deux produits (semoule et farine) et la filière viande.

Soulignant que la spéculation, notamment sur les produits subventionnés, est désormais un phénomène habituel qui ne se limite point au mois du Ramadhan, le ministre a expliqué que l'apparition de la pandémie Covid-19 cette année a impliqué des mesures plus coercitives contre le monopole et la spéculation.

Durant le premier trimestre, les agents du contrôle ont effectué plus de 42000 interventions dans le cadre de la lutte contre la mafia du commerce en dépit des difficultés de déplacement pendant les tranches horaires du confinement. Par ailleurs, M. Rezig a



déclaré que les mesures prises pour juguler la propagation du Coronavirus ont eu un impact direct sur le programme du ministère qui prévoyait l'organisation de salons au niveau de chaque wilaya avec application de prix préférentiels et offres promotionnelles.

S'agissant des décisions de suspension des activités commerciales prises par certains walis, le ministre a estimé que c'est le non-respect par le citoyen des conditions de prévention qui a motivé ces décisions.

Dans le cadre des dispositions prises pour l'organisation des marchés durant le mois du Ramadhan, le ministre a fait savoir que le repos hebdomadaire des commerçants a été suspendu jusqu'à la fin du mois sacré, expliquant que la prise du repos hebdomadaire (vendredi et samedi) au début de la première semaine a été à l'origine d'un dysfonctionnement dans l'approvisionnement du marché en divers produits, et partant d'une hausse des prix.

Pour ce qui est de l'augmentation enregistrée dans les prix des viandes rouges au début du mois du Ramadhan, le ministre du Commerce a affirmé que son département "a pris les mesures entrant dans le cadre de ses prérogatives contre les spéculateurs à chaque fois qu'il a été destinataire d'une plainte".

A ce propos, M. Rezig a ajouté que "l'importation ne relève pas des missions du ministère du Commerce et les éleveurs sont sous la tutelle d'un autre département ministériel".

Déplorant le non aboutissement de l'accord avec les

représentants de cette filière pour des prix "raisonnables", le ministre a estimé que "le premier perdant n'est autre que le citoyen, malheureusement". Pour ce qui est de l'importation pour couvrir la demande locale, le ministre a affirmé que "si le besoin est là, après l'organisation de cette filière, l'importation se fera auprès des pays du voisinage".

Par ailleurs, et concernant l'approvisionnement en lait en sachet subventionné, le ministre a fait état de perturbations de distribution dans 18 wilayas, assurant que son secteur veille au contrôle du circuit de distribution, des laiteries et des commerçants de détail.

Dans ce cadre, le ministre a évoqué une révision en cours du réseau des laiteries et de la carte de distribution dans les wilayas en vue d'offrir à chaque wilaya une autonomie dans l'approvisionnement de sa population, a-t-il indiqué.

Quant à la coordination avec les associations de la société civile, le ministre a admis qu'elles restent un mécanisme important et un instrument entre les mains du ministère pour l'aider dans la prise de décisions pertinentes visant l'amélioration des marchés et du processus de consommation et de contrôle.

Pour M. Rezig, les associations effectuent un travail honorable en tant que source de données et partenaire dans les actions de sensibilisation et dans le signalement des infractions.

Covid-19 : Les chiffres des pertes des commerçants non précis

A la question de savoir

comment le secteur s'adapte au confinement sanitaire décrété par les pouvoirs publics pour freiner la propagation du nouveau Coronavirus, le ministre a souligné que les agents et personnel du secteur à travers toutes les wilayas du pays s'acquittent de leurs missions en dépit des contraintes liées au déplacement et à la situation sanitaire.

Par ailleurs, M. Rezig a estimé que les chiffres avancés par certains experts économiques sur les pertes subies par les commerçants durant la période du confinement "ne s'appuient pas à des règles scientifiques précises".

Il a indiqué, dans ce sens, que "plusieurs réunions ont été tenues avec les représentants des commerçants sans que nous puissions d'arrêter un chiffre exact ni les taux de préjudice pour les activités (...). Les chiffres doivent être basés sur des études de terrain et pour l'heure nous sommes dans l'incapacité de donner un chiffre définitif car le confinement n'est pas encore levé", a-t-il poursuivi.

Compte tenu des disparités dans les activités, il est question de déterminer les pertes enregistrées dans chaque activité à part (activités complètement à l'arrêt, activités dont l'exercice est limité dans le temps etc) avec l'étude des demandes des commerçants qui diffèrent en fonction de la situation de chaque catégorie, a encore précisé le ministre.

Cinquante pour cent des activités commerciales avait été restreintes seulement mais malheureusement les citoyens n'ont pas respecté les consignes de prévention (...) notre mission n'est pas de fermer le commerce mais lorsqu'il s'agit de choisir c'est bien sûr la préservation de la vie qui prime, a affirmé le ministre.

Nous oeuvrons néanmoins à nous adapter à la situation et dans ce sens nous avons fait obligation du port de masques pour les commerçants et leurs personnels, a-t-il ajouté rappelant les mesures de fermeture pour tout commerçant qui transgresse cette obligation et celle de désinfection de son local.

PRIX DU PÉTROLE Le Brent à 30 dollars

Les prix du pétrole commencent la semaine en baisse, lestés par les craintes des investisseurs de voir ressurgir une deuxième vague de Covid-19 en Asie, mais aussi en Europe, qui serait préjudiciable à la demande d'or noir.

Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 30,03 dollars à Londres, en baisse de 3,04% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, pour juin perdait 3,1%, à 23,97 dollars. Les marchés du brut "ont peu d'élan ce matin, car des signes d'une possible deuxième vague d'infection au coronavirus apparaissent dans le nord-est de la Chine et en Corée du Sud", a constaté Al Stanton, analyste, a fait état lundi de cinq nouveaux cas de coronavirus à Wuhan. "Le pétrole a été la matière première la plus touchée par l'épidémie", rappelle Bjørne Schieldrop, un autre analyste. "Avec les possibles nouveaux foyers en Corée du Sud, en Allemagne et en Chine qui font la une des journaux ce lundi matin, il n'est pas surprenant de voir les cours du brut abandonner une partie de leurs gains de la semaine précédente", a-t-il ajouté. Les cours du brut ont connu un rebond entre lundi et vendredi dernier, de l'ordre de 17% pour le Brent et de 25% pour le WTI, aidés par une baisse de la production aux Etats-Unis et la multiplication des mesures d'assouplissement du confinement, promesse d'un regain de la demande en énergie.



AUSTÉRITÉ EN ARABIE SAOUDITE TVA triplée, fin des allocations

L'Arabie saoudite a annoncé lundi un plan d'austérité dans lequel elle va tripler sa taxe sur la valeur ajoutée et cesser les versements mensuels à ses citoyens, après la chute du prix du pétrole. "Il a été décidé la fin du versement de l'allocation universelle à partir de juin 2020 et que la TVA passerait de 5% à 15% à compter du 1er juillet", a déclaré à l'agence de presse officielle SPA le ministre des Finances Mohammed al-Jadaan.

La semaine précédente, ce ministre avait averti qu'il allait falloir des mesures "douloureuses" et "drastiques" pour le budget du pays, fortement dépendant

des exportations de pétrole. L'Arabie saoudite n'avait introduit de TVA qu'au 1er janvier 2018, en démarrant avec ce taux de 5%.

Pour compenser la hausse du coût de la vie pour les moins favorisés, elle avait alors créé une allocation universelle, qui représente des milliards de dollars de dépenses chaque année.

Le gouvernement estime que Ryadh pourrait perdre la moitié de ses recettes fiscales liées au pétrole, lesquelles représentent 70% du total.

Alors que les premiers effets économiques de la pandémie de coronavirus

se faisaient sentir, en mars, l'Arabie saoudite s'était lancée dans une guerre des prix en augmentant sa production et en abaissant le coût de la livraison pour ses clients, dans l'espoir de préserver voire augmenter ses parts de marché. Cette stratégie risquée a divisé les cours du pétrole saoudien par trois environ depuis le début de l'année.

L'Arabie saoudite prévoit d'emprunter près de 60 milliards de dollars sur l'année pour financer son déficit budgétaire. Le Fonds monétaire international projetait en avril une contraction de 2,3% de son produit intérieur brut en 2020.

UE - ÉPIDÉMIE La Commission européenne planche sur un fonds gigantesque de relance économique

La Commission européenne planche sur un fonds "gigantesque" de relance de l'économie, touchée de plein fouet par la crise de coronavirus, qui pourrait se situer "entre 1.000 et 2.000 milliards d'euros", a indiqué, mardi, le commissaire européen au Marché intérieur.

"C'est en gros 10% du PNB américain, chinois mais aussi européen qu'il faut mettre sur la table", a expliqué Thierry Breton sur la radio publique France Info.

"On a déjà sécurisé 540 milliards d'euros avec les dernières décisions de l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances des Etats membres de la zone euro), 10% du PNB européen, c'est 1.600 milliards d'euros, donc il faut rajouter, en gros, 1.200, 1.300, 1.400, pour arriver à ces 1.600 milliards", a-t-il indiqué. "Il y avait, il y a encore quelques jours, des interrogations sur la nécessité de ce fonds de relance", a reconnu Thierry Breton, notamment de la part des pays du nord de l'Europe qui refusaient de mettre la main à la poche.

"On les a convaincus et c'est une très grande avancée", a-t-il affirmé, car il y a urgence.

"Nous avons des pans entiers de notre industrie qui sont à l'arrêt, c'est-à-dire pour beaucoup d'entre eux 0% de chiffre d'affaires, c'est du jamais vu dans l'histoire récente", a souligné le commissaire européen. "La priorité absolue" est donc "de faire en sorte que nous puissions

aider l'ensemble de ces activités et en particulier les PME".

Mais "pour beaucoup de ces activités, ce ne sont pas des prêts qu'il faut faire, ce sont des subventions pour passer cette période", a-t-il expliqué.

"C'est tout l'objet du plan de relance sur lequel nous travaillons." L'industrie automobile fait ainsi partie de ces "secteurs les plus touchés", avec une chute des ventes de véhicules de l'ordre de "88%" dans l'Union européenne "sur le seul mois de mars", a rappelé Thierry Breton. L'enjeu est donc colossal pour cette industrie qui représente environ 40 millions d'emplois directs ou indirects.

"Nous sommes en train d'agir massivement, les industries seront sauvées", a indiqué le commissaire européen au Marché intérieur, qui souhaite également "utiliser cette période tellement inédite pour accélérer des tendances que l'on voyait déjà" et "mettre à un certain nombre de secteurs industriels, dont l'automobile, de se réinventer, se redéployer vers une économie plus verte", en "accélération" notamment "les véhicules électriques" ou "l'hydrogène".

Concernant le secteur du tourisme, les institutions européennes travaillent sur des "règles finalisées et harmonisées au niveau européen" afin d'accompagner cet été un secteur touristique également frappé par la crise sanitaire, a indiqué Thierry Breton. Fermés depuis mars en raison des mesures de confinement liées à la pandémie

de Covid-19, les commerces qui vivent du tourisme partout en Europe doivent "ouvrir le plus rapidement possible, le mieux possible mais en ayant les règles les plus harmonisées", a prévenu le commissaire.

Il a indiqué, dans ce contexte, qu'il participait à l'élaboration de "lignes directrices qui vont être très rapidement rendues publiques, dans les jours qui viennent, pour permettre aux zones qui sont en situation de la faire d'accueillir des touristes".

ALLEMAGNE - INDUSTRIE - VIRUS L'industrie aérospatiale allemande demande l'aide du gouvernement pour surmonter la crise du COVID-19

Le secteur de l'aérospatiale fait face à la "plus grave crise" de son histoire en raison de la pandémie de coronavirus, une situation qui exige "des mesures rapides et non bureaucratiques" pour assurer la survie de l'industrie, a déclaré mardi l'Association allemande des industries aérospatiales (BDLI). Plus de 100.000 emplois sont menacés en Allemagne dans le domaine des hautes technologies, selon la BDLI.

"La situation est dramatique. Du jour au lendemain, nous avons régressé d'un demi-siècle en termes de voyages et d'échanges internationaux", a déclaré le président de la BDLI, Dirk Hoke. Sécuriser des liquidités pour

Interrogé sur la possibilité pour les Européens de voyager à l'intérieur de l'UE cet été, M. Breton a estimé que "certaines zones seront ouvertes aux touristes et d'autres non".

Nous allons devoir respecter des zones qui ne seront pas traitées de façon identique, c'est comme ça, a-t-il ajouté.

Enfin et face à la crise du secteur, le commissaire européen a indiqué qu'un "plan Marshall pour le tourisme" devra être déployé à l'aide de subventions et non de prêts.

l'industrie aérospatiale et soutenir les exportations au niveau national et européen sont des préoccupations centrales pour le secteur, a indiqué l'Association.

La crise du coronavirus doit également être considérée comme une occasion de passer à un modèle de transport aérien "climatiquement neutre".

"La crise devrait être l'occasion de rendre l'aviation plus durable. Nous avons besoin de soutien financier pour pouvoir livrer les avions dont la construction est achevée", a ajouté M. Hoke. Les restrictions frappant les voyages à travers le monde et la baisse de la demande ont pratiquement mis fin au trafic aérien.

UE - COMMERCE Paris et La Haye exhortent l'UE à se montrer intraitable en matière de commerce

La France et les Pays-Bas ont uni leurs forces pour exhorter l'Union européenne à se montrer plus intraitable en matière de standards environnementaux et sociaux lorsqu'elle négocie des traités commerciaux avec d'autres pays, selon des documents fuités repris par des agences de presse.

Cette initiative commune intervient au moment où l'UE s'efforce de conclure un nouveau traité commercial avec la Grande-Bretagne, qui a formellement quitté l'UE le 31 janvier. L'implication des Pays-Bas, traditionnellement des champions du libre-échange, aux côtés de la France souligne une évolution de la réflexion européenne - surtout provoquée par l'épidémie du nouveau coronavirus - avec un plus grand accent mis sur la protection de l'industrie de la région et les emplois, selon un diplomate français. L'attitude protectionniste des Etats-Unis sous l'administration Trump et la volonté de plus en plus marquée de la Chine de s'affirmer sur la scène mondiale ont également contribué à infléchir les positions européennes en matière de libre-échange. L'UE devrait, quand c'est "pertinent", conditionner la baisse des tarifs douaniers à la mise en vigueur de mesures en faveur d'un développement durable et prévoir des sanctions si ces mesures ne sont pas respectées, indique le document franco-néerlandais envoyé aux 25 autres membres de l'UE.

FRANCE Les entreprises peuvent verser le "forfait mobilités durables"

Les entreprises françaises auront dès lundi la possibilité de mettre en place un "forfait mobilités durables" pour encourager leurs salariés à se rendre au travail en vélo ou en covoiturage, selon un décret publié dimanche.

Les employeurs privés sont appelés à mettre en place dès à présent cette aide pouvant aller jusqu'à 400 euros par an et par salarié, exonérés d'impôt et de cotisations sociales", indique le ministère de la Transition écologique dans un communiqué. Selon le décret entrant en vigueur lundi, la mesure concerne les déplacements avec son vélo personnel (à assistance électrique ou non), le covoiturage en tant que conducteur ou passager, mais aussi les "services de mobilité partagés" comme les vélos, trottinettes ou scooters électriques mis à la disposition sur la voie publique, avec ou sans borne d'attache, ou encore l'autopartage à condition que les véhicules soient "à faibles émissions".

Le forfait "remplace l'indemnité kilométrique vélo mise en place jusqu'à ce jour, mais le décret prévoit le maintien de cette prise en charge lorsqu'elle est en vigueur dans les entreprises et prévue dans les accords salariaux existants", précise le ministère. "Le forfait est cumulable avec la participation de l'employeur à l'abonnement de transport en commun", ajoute le ministère. Le décret étend par ailleurs la prise en charge par les employeurs des frais de carburant de leurs salariés, en mentionnant les "frais d'alimentation d'un véhicule électrique, hybride rechargeable ou hydrogène".

"Cet encouragement financier individuel peut être décisif au moment où nous développons des pistes cyclables ou des voies réservées au covoiturage", relève le ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne, citée dans le communiqué. "En cette période de déconfinement, et afin de limiter la congestion routière, nous encourageons fortement les Français à utiliser le vélo, les engins de déplacement personnels et à faire du covoiturage pour se déplacer", ajoute le secrétaire d'Etat aux Transports Jean-Baptiste Djebbari. Un "forfait mobilités durables" de 200 euros par an est par ailleurs instauré, via un décret du même jour, dans la fonction publique d'Etat.

SOLIDARITÉ

Remise de colis alimentaires à Mascara par le CRA

Une caravane du Croissant-Rouge algérien (CRA) a été lancée dimanche à Mascara pour la distribution de 4.530 colis alimentaires aux familles dans le besoin.

Organisée par les services de la wilaya, cette caravane sillonnera 13 dairas sur les 16 que compte la wilaya pour apporter soutien aux familles nécessiteuses des zones d'ombre, a souligné le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, en donnant le coup d'envoi à cette caravane.

Le nombre de colis alimentaires distribués, en deux opérations, aux familles pauvres depuis le début du mois du ramadhan a atteint plus de 17.000.

Une troisième opération de solidarité sera organisée avant la fin du mois sacré.

Quelque 43.300 familles de la wilaya ont bénéficié d'une allocation de 10.000 DA réservée par l'Etat aux familles dans le besoin, a-t-on fait savoir.

A Tissemsilt, plus de 30 tonnes d'aides alimentaires ont été remises dimanche à des familles démunies, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la wilaya. Ces aides s'inscrivent dans le cadre de la caravane de solidarité nationale qui est arrivée samedi soir à Tissemsilt à l'initiative du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables au profit des populations pauvres des zones d'ombre de la wilaya. Cette caravane compte 20 tonnes de fruits et légumes dont une partie a été remise aux associations caritatives de la wilaya qui se chargent, à leur tour, de préparer des repas à emporter aux pauvres et aux personnes sans abri.

La direction de la santé et de la population a reçu, au titre de cette caravane de solidarité, des fournitures médicales et des moyens de prévention.

Cette caravane nationale est la deuxième à arriver à la wilaya à l'initiative du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, pour aider les couches vulnérables impactées par le confinement sanitaire et prendre en charge les familles démunies durant le mois sacré.

KHENCHELA

Création de 18 brigades mobiles pour lutter contre les incendies de forêts

Dix-huit (18) brigades mobiles ont été créées dans le cadre du plan mis en place par la conservation des forêts de la wilaya de Khenchela pour lutter contre les feux de forêts durant la prochaine saison estivale, a indiqué, dimanche le directeur du service de protection du patrimoine végétal et animalier au sein cette de cet organisme, Zoheir Aïdal.

Ce responsable a révélé dans une déclaration à l'APS que dans le cadre du plan de lutte contre les feux de forêts, avalisés la semaine dernière par le wali, Ali Bouzidi, pas moins de 86 agents forestiers ont été mobilisés pour constituer 18 brigades mobiles devant travailler selon un système de permanence pour protéger le patrimoine forestier de la wilaya contre les incendies estivaux.

Ce plan prévoit également la création de 58 emplois saisonniers dont 32 agents de surveillance et 26 autres d'interventions qui devront apporter leur soutien sur le terrain aux agents de la conservation des forêts et la protection civile, a-t-il dit. M. Aïdal a aussi fait savoir que dans le cadre cette campagne prévue du 1er juin au 31 octobre prochain, la conservati on des forêts de la wilaya de Khenchela a créé des équipes mixtes avec la direction de la protection civile dans les forêts de Tamza, Lemsara et Bouhmama, en plus de 6 ateliers d'intervention employant 150 travailleurs de l'entreprise régionale du génie rural (ERGR).

En plus d'avoir fait l'acquisition d'une importante quantité de moyens d'intervention rapide, la wilaya de Khenchela a réalisé plus de 70 km de chemins forestiers en vue de faciliter les opérations d'intervention mais aussi le nettoyage et la suppression de bois morts de 1901 hectares afin de réduire les risques de départ de feu et de combustion, a-t-on ajouté. La même source a par ailleurs indiqué que la conservation des forêts avait récemment sensibilisé la direction des travaux publics, les services agricoles et la concession de distribution de l'électricité et du gaz quant à l'importance d'effectuer des travaux préventifs consistant à nettoyer et à désheucher les bordures de routes traversant les forêts, de même pour ce qui est des surfaces situées en bas des lignes à haute tension.

ALGER

Restauration prochaine de l'immeuble partiellement effondré à Hussein Dey

Les services de la commune d'Hussein Dey émettront un avis de danger imminent aux habitants de l'immeuble 64 sis à Tripoli, dont les deux étages supérieurs se sont partiellement effondrés, les appelant à évacuer les lieux pour permettre aux services compétents de la wilaya d'Alger d'entamer immédiatement les travaux de restauration, a indiqué dimanche le Président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Abdelkader Benraïda.

Suite à la dernière rencontre réunissant le P/APC avec le wali délégué de la circonscription administrative d'Hussein Dey, des représentants de la wilaya, des techniciens de l'instance de contrôle des constructions et des représentants des habitants de l'immeuble exposé mercredi dernier à l'effondrement partiel, il a été décidé d'"émettre un avis de danger imminent obligeant l'évacuation des lieux dans les plus brefs délais afin de permettre aux services compétents de la wilaya d'entamer la reconstruction", a précisé M. Benraïda à l'APS.

Le bâtiment comporte, selon le même responsable, "13 résidents dans des logements à usage d'habitation, commercial ou proposant des prestations de services", tous devant respecter cette décision pour sauver leur vie et évit



ter tout éventuel risque.

De surcroît, une étude a été menée sur la possibilité de prendre en charge certains résidents (quelque 4 familles) en les hébergeant momentanément jusqu'à la fin des travaux de réaménagement".

A ce propos, M. Benraïda a indiqué que les travaux de restauration "dureraient, selon les estimations des représentants du wali, entre 18 et 24

mois", et que l'entreprise chargée de la réalisation était "prête" pour entamer les travaux dès que les résidents libèrent les lieux".

En 2003, l'immeuble partiellement effondré avait été classé "en rouge (4^e degré), mais réparable, par des experts du contrôle technique de la construction (CTC)", a indiqué le même responsable. Il a par là même fait

état du "lancement prochain d'autres opérations de restauration touchant les immeubles qui donnent sur la rue Tripoli, à partir de l'immeuble 64, puis 72, 59 et 10 Rue Boudjemâa et d'autres se situant à la rue Bouafia", précisant qu'une enveloppe de 250 milliards centimes a été consacrée à cet effet.

Revenant sur l'incident de l'effondrement de deux étages de l'immeuble susmentionné, M. Benraïda a indiqué que l'effondrement partiel a touché les deux étages, 4 et 5, où logeait la femme décédée, réfutant le fait que la terrasse du bâtiment était habitée ou exploitée, tel qu'il été relayée sur les réseaux sociaux.

Il a également souligné l'élimination, depuis longtemps, de toutes les extensions illégales sur les terrasses d'immeubles.

COVID19

Lancement d'une opération "Donne des bouteilles, je te donne un masque"

L'établissement gestionnaire du Centre d'enfouissement technique (CET) d'Oran lancera lundi une opération intitulée "Donne des bouteilles, je te donne un masque", qui consiste à offrir un masque de protection réutilisable contre une quarantaine de bouteilles en plastique, a-t-on appris des initiateurs de l'opération.

"Le troc" se passe au centre de tri de proximité de la ville nouvelle (M'dina J'dida), où les citoyens peuvent se présenter pour déverser leurs lots de bouteilles en plastique et récupérer leurs masques de protection, a-t-on précisé.

L'établissement (EPIC) gestionnaire du CET Oran vise à travers cette opération d'encourager les citoyens à faire du tri sélectif à la source, et bénéficier d'un masque de protection

réutilisable comme contre partie, a expliqué Dalila Chellal, directrice de l'EPIC. Pour lancer l'opération, l'EPIC a acquis pas moins de 25.000 masques, dont 6.000 offerts gratuitement par le fabricant, a-t-elle précisé, ajoutant que le coût du reste des 19.000 masques sera financé par la vente du plastique des bouteilles collectées à l'issue de l'opération.

"On fait d'une pierre deux coups", s'exclame Mme Chellal, qui vise à travers cette campagne à apporter sa pierre à l'édifice dans la lutte contre le covid19, tout en encourageant les citoyens à faire du tri sélectif chez eux.

Le plastique récupéré couvrira les dépenses de l'opération, et si les quantités sont importantes, il peut servir à fabriquer les visières de protection, qui seront distribués à titre

gracieux aux établissements de santé, dans le cadre d'une campagne déjà lancée par l'EPIC, baptisée "5 bouteilles pour faire une visière".

Quelque 300 visières, fabriquées à partir du plastique de récupération, ont été offertes récemment au CHU d'Oran, a-t-on rappelé.

Dans leur simplicité, ces opérations comptent des objectifs ambitieux, le premier étant d'encren la culture du tri à la source chez le citoyen.

"L'équation cinq bouteilles font un masque", rend visible tout l'intérêt du tri et de la valorisation de déchets, a souligné Mme Chellal.

Par ailleurs, ces opérations renforcent également des objectifs économiques. "Le plastique trié en amont arrive propre, avec une prévalue économique", a-t-elle noté.

MÉDÉA

Inscription de projets communautaires au profit des zones d'ombre de Tablat

Des projets communautaires ont été inscrits au profit des habitants des régions montagneuses, situés dans les zones d'ombre de la daïra de Tablat, à 95 km au nord-est de Médéa, dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations établies sur place, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Les projets en question portent sur l'ouverture d'une piste agricole de 1,2 km devant faciliter le déplacement des habitants du village de montagne de Beni-Boubeker, dans la commune d'El-Aïssaouia (daïra de Tablat), vers leurs champs de culture et rendre

moins contraignant le transport des récoltes (olives et autres produits rustiques), notamment en période hivernale, a-t-on indiqué. Lancé en réalisation, jeudi passé, le projet d'ouverture de piste devrait être livré, selon la même source, d'ici la mi-juin prochain, et permettre de faire la jonction entre plusieurs hameaux et villages de montagne, éparpillés à travers les vastes maquis d'El-Aïssaouia.

Un autre village, en l'occurrence "El-Naamine", relevant de la commune de Tablat, a bénéficié à son tour d'un projet d'adduction en eau potable qui servira à

l'alimentation de nombreux ménages fixés dans ce village, a-t-on ajouté. L'entrée en exploitation de ce projet est prévue, a-t-on signalé, vers la fin mai courant, et permettra, ainsi, de mettre un terme à la corvée d'eau qui rythmait le quotidien des citoyens, obligés, hiver comme été, de faire parfois de longs déplacements, à pied ou à dos d'âne, pour les plus nantis d'entre-deux, afin de s'approvisionner en eau potable dans les quelques fontaines ou puits qui existent dans cette zone. En matière de prise en charge de la scolarité des enfants issus de ces zones d'ombre,

une opération d'extension a été réalisée récemment au sein d'une école primaire, située au village de "Bekkar", commune d'El-haoudine, toujours dans la daïra de Tablat, où l'établissement du village s'est vu doté d'une salle de classe, destinée à accueillir les nouveaux inscrits, alors qu'un autre projet d'extension de la cantine scolaire sera lancé, au cours des prochaines semaines, afin de garantir, dès la prochaine rentrée scolaire, de meilleures conditions de scolarité pour les élèves résidents dans ce village de montagne, a-t-on conclu.

SUISSE - CORONAVIRUS

Début de la 2^e phase de déconfinement

La deuxième phase de déconfinement a commencé lundi en Suisse avec la réouverture des salles de classe et des restaurants mais les rassemblements de plus de cinq personnes restent interdits jusqu'au 8 juin pour éviter de nouvelles contaminations au coronavirus, ont rapporté des médias locaux.

Pour cette deuxième étape, les enfants peuvent reprendre le chemin de l'école, les adultes celui des restaurants et autres commerces.

Les mesures d'éloignement social et d'hygiène restent d'actualité et gardent toute leur importance, selon les médias.

Les assouplissements s'accompagnent de plans de protection.

Il peut s'agir d'une recommandation ou d'une obligation de porter un masque. Les personnes vulnérables doivent continuer de rester à la maison.

Le Conseil fédéral a annoncé le 16 avril vouloir sortir de la crise en trois



étapes. La première, le 27 avril, a permis aux petits commerces et prestataires de services à rouvrir leurs portes. La dernière étape

est prévue le 8 juin. Les rassemblements de plus de cinq personnes seront alors autorisés.

Aussi, les contrôles aux

frontières seront assouplis le 1er juin. Dans l'interval, quinze nouveaux postes frontières seront ouverts dans toute la Suisse ce lundi. Cinquante-quatre nouveaux cas de coronavirus ont été enregistrés en 24 heures, a annoncé dimanche l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Au total, la Suisse compte 30.305 cas confirmés en laboratoire.

Selon les chiffres de l'OFSP, 1538 personnes sont décédées.

Selon les données fournies par les cantons, ce sont 1833 personnes qui ont trouvé la mort des suites de la maladie.

ALLEMAGNE

De nombreux secteurs suppriment des emplois

De nombreux secteurs en Allemagne vont supprimer des emplois en raison de la crise du coronavirus, a annoncé l'institut allemand Ifo lundi dans un communiqué. En avril, 58% des restaurants, 50% des hôtels et 43% des agences de voyage ont décidé de procéder à la suppression d'emplois, a déclaré l'institut de recherche basé à Munich.

"A partir de maintenant, la crise aura un impact sur le marché du travail allemand", a déclaré Klaus Wohlrabe, directeur de la dernière enquête auprès des entreprises.

En mars dernier, le ministre allemand de l'Economie, Peter Altmaier, avait dit s'attendre à une baisse de l'activité économique (cette année) et elle sera au moins aussi élevée qu'en 2008-2009 quand le Produit intérieur brut allemand avait reculé de 5% du fait de la crise déclenchée par la pandémie de Covid-19.

Quelques jours après le début du retour à la normale en Allemagne, certaines régions enregistrent déjà une hausse du nombre de personnes infectées par le coronavirus.

Les autorités ont signalé dimanche 667 cas confirmés de nouveau coronavirus, portant le total des contaminations dans l'ensemble du pays à 169.218. Le nombre de décès s'établit lui à 7395.

CANADA - DIVERS

19 ans et accusé d'un excès de vitesse à 308 km/h

Un jeune homme de 19 ans fait face à des accusations de conduite dangereuse pour avoir roulé à la vitesse "incroyable" de 308 km/h sur une autoroute d'Ontario, a indiqué dimanche la police de cette province canadienne.

"C'est le pire excès de vitesse dont j'ai entendu parler" a souligné le sergent Kerry Schmidt, encore sous le coup de la surprise, dans une vidéo postée sur Twitter.

Le conducteur, accompagné d'un jeune homme de son âge, était au volant de la Mercedes paternelle.

Son permis a été immédiatement suspendu et le véhicule confisqué pour sept jours.

Il est en outre accusé de conduite dangereuse, a précisé le sergent Schmidt.

L'incident a eu lieu tard samedi soir au sud-ouest de Toronto sur une portion de l'autoroute Queen Elizabeth, où la vitesse est limitée à 100 km/h.

"Cela aurait pu se transformer en un terrible accident (...) l'autoroute Queen Elizabeth n'est pas un circuit de course", s'est indigné le sergent, ajoutant que les automobilistes qui avaient vu passer le bolide klaxonnaient pour exprimer leur satisfaction lorsqu'ils ont vu la police l'intercepter.

RUSSIE

Incendie dans un hospice pour personnes âgées, 9 morts

Au moins neuf personnes ont été tuées dans un incendie survenu dans la nuit de dimanche à lundi dans un hospice près de la capitale russe, ont indiqué les autorités locales.

L'incendie s'est déclaré dans un hospice privé pour personnes âgées à Krasnogorsk, dans la région de Moscou, et a été maîtrisé en une heure, selon les services de secours. "Neuf personnes sont décédées sur les lieux et neuf autres ont été hospitalisées dans un état grave", ont indiqué les autorités de Krasnogorsk dans un communiqué. Les victimes, dont les corps portaient des brûlures thermiques, étaient âgées entre 66 et 90 ans, a précisé pour sa part le Comité d'enquête russe, principal organisme chargé des investigations criminelles dans le pays. Une enquête pour violation des règles de sécurité ayant entraîné la mort par imprudence a été ouverte, selon la même source.

Selon les agences de presse russes, 37 personnes se trouvaient dans le bâtiment au moment de l'incendie.

Plusieurs résidents de l'hospice n'étaient pas en mesure de marcher et le personnel n'a pas pu les sortir, même si le feu était relativement petit, assure de son côté le quotidien Kommersant. Il s'agit du deuxième incident de ce type en un peu plus d'un mois. En avril, un incendie dans une maison de retraite à Moscou a fait six morts.

USA - RACISME - HOMICIDE

Demande d'enquête fédérale sur le meurtre d'un joggeur noir

Le ministre de la Justice de l'Etat de Géorgie a demandé samedi une enquête fédérale sur la manière dont a été traitée l'affaire du meurtre d'un joggeur noir survenu en février dans cet Etat du sud des Etats-Unis.

Ahmaud Arbery, 25 ans, a été abattu le 23 février dernier alors qu'il faisait un jogging dans un quartier résidentiel de Brunswick, une ville de Géorgie. La police de l'Etat a annoncé jeudi que deux hommes blancs, soupçonnés de l'avoir abattu alors qu'il n'était pas armé, avaient été arrêtés et inculpés de meurtre. La mort de ce joggeur noir a créé une vive émotion aux Etats-Unis. En particulier, le délai de 74 jours qui s'est écoulé entre le meurtre et les arrestations suscite des questions.

"J'ai officiellement demandé au département de la Justice de mener une enquête sur le traitement de cette affaire", a écrit sur Twitter le ministre de la Justice de Géorgie,

Chris Carr, liant son tweet au communiqué officiel adressé au département de la Justice à Washington.

M. Carr assure dans son communiqué que ses services "sont engagés en faveur d'un examen complet et transparent de la manière dont l'affaire Ahmaud Arbery a été traitée depuis le début". "La famille, la communauté et l'Etat de Géorgie méritent des réponses", déclare-t-il.

C'est la diffusion mardi d'une vidéo du crime, devenue virale, qui a relancé l'enquête.

Sur cet enregistrement, on voit Ahmaud Arbery courir dans un quartier résidentiel de Brunswick. Alors qu'il contourne un pick-up blanc sur lequel un homme se tient, il est stoppé par un deuxième homme qui l'agrippe.

On entend trois coups de feu.

La séquence a provoqué une onde de choc et la mobilisation de plusieurs personnalités, dont la star du basket LeBron James et l'ac-

trice Zoë Kravitz. Ces images sont "très dérangeantes", a jugé le président Donald Trump lors d'une interview vendredi sur la chaîne Fox. "C'est une situation très troublante".

Des centaines de manifestants, le visage couvert de masques pour se protéger du nouveau coronavirus, se sont réunis devant le tribunal de Brunswick pour réclamer justice. Dimanche, la police de Géorgie a par ailleurs arrêté un homme pour avoir lancé sur Facebook des menaces contre d'éventuels futurs manifestants.

Rashawn Smith, 20 ans, a été arrêté et "accusé de diffusion d'informations relatives à des actes terroristes", a annoncé la police dans un communiqué publié sur son site web. La police avait été mise au courant samedi "d'un post sur Facebook qui contenait une menace envers de futures manifestations concernant Ahmaud Arbery", précise le communiqué.

ITALIE - AGRICULTURE

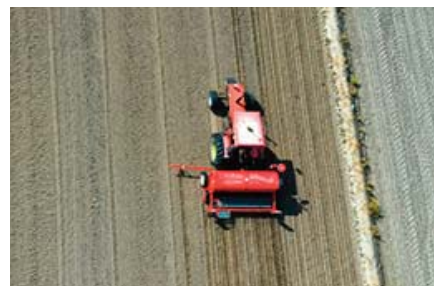
Pendant la pandémie, le riz d'Italie retrouve des couleurs

Leader européen de la culture du riz, l'Italie a vu sa consommation augmenter pendant la pandémie, au point de dépasser les sacro-saintes pâtes.

Et en dépit de la crise, Rome a signé un accord pour en vendre à la Chine.

Recette star des tables italiennes, en particulier dans le Nord, le risotto est aussi prisé des Chinois qui importent les variétés de riz nécessaires à sa préparation, comme le "Carnaroli", l'"Arborio", le "Roma ou le "Baldo". "C'est parce que notre riz est de meilleure qualité de celui qui est cultivé en Chine", vante Stefano Greppi, président de la section de Pavie de la Coldiretti, premier syndicat agricole italien. Egalement propriétaire d'une ferme rizicole dans les environs, il se félicite de la récente signature, en pleine pandémie, d'un accord permettant l'exportation vers la Chine de riz "made in Italy". Une bonne nouvelle pour les producteurs des provinces de Pavie (Lombardie), de Vercelli et de Novara (Piémont) qui concentrent à elles trois 95% de la production italienne.

"C'est un peu comme vendre de la glace aux esquimaux", se réjouissait le quotidien Il Corriere della Sera au lendemain de la signature du protocole sino-italien, début avril. "Les portes de l'immense marché chinois s'ouvrent au riz (et au risotto) cultivé dans les campagnes autour de Pavie", ajoutait le journal qui expli-



quit qu'il existe déjà en Chine des "imitations autochtones du risotto à l'italienne".

Répartie sur 220.000 hectares cultivés par 4.200 producteurs dans tout le pays, la production italienne de riz représente à elle seule 1,5 million de tonnes, soit près de 50% du total de l'Union européenne.

Elle compte plus de 200 variétés, chacune avec ses particularités. L'Europe reste toutefois un poids plume de la planète rizicole avec à peine 0,4% de la production mondiale (500 millions de tonnes annuelles), tandis que 90% sont cultivés en Asie.

A L G É R I E - S A N T É

ORAN

13 personnes guéries du Covid-19 quittent le CHU d'Oran

Treize personnes guéries du nouveau coronavirus ont quitté dimanche le CHU d'Oran, rapportent un communiqué de la cellule de communication de cet établissement hospitalier.

Les patients ont quitté le service des maladies infectieuses après leur totale guérison du coronavirus, confirmée par des tests en laboratoire dont les résultats sont "négatifs", indique le texte.

Le nombre de personnes guéries du Covid-19 a atteint 106 cas au CHU d'Oran, a-t-on précisé.

Toutes les personnes guéries ont suivi le protocole thérapeutique à base d'hydrochloroquine, décidé par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ajoute le communiqué.

Précisant que le reste des malades suivent également le protocole, le document rappelle que le CHU d'Oran prend en charge plus de 60 pour cent des cas confirmés du Covid-19 au niveau de la wilaya d'Oran.

NAAMA

Le centre de traitement de la toxicomanie pour la prise en charge des malades du coronavirus

La direction de la santé et de la population de la wilaya de Naama a transformé le centre intermédiaire de traitement de la toxicomanie en structure de prise en charge des malades du Covid-19 en cas de nécessité, a-t-on appris dimanche de cette instance.

Implanté au chef-lieu de wilaya, ce centre d'une capacité d'accueil de 20 lits a été doté de moyens humains et d'équipements médicaux pour la prise en charge des personnes suspectes ou atteintes du coronavirus, a-t-on indiqué, soulignant que cette procédure intervient dans le cadre du renforcement des capacités de prise en charge des malades du coronavirus en application du plan de la commission de wilaya chargée du suivi et de la coordination des efforts de différents acteurs pour faire face à la propagation de l'épidémie.

Un service a été équipé la semaine dernière à l'hôpital "Mohamed Kadri" de la ville de Naama en moyens requis pour prendre en charge des cas confirmés du Covid-19 avec une capacité d'accueil de 30 lits dont 5 lits de réanimation.

Ce service s'ajoute à ceux d'isolement sanitaire des cas atteints du coronavirus au niveau des hôpitaux "Mohamed Boudiaf" d'Ain Sefra et "Frères Chenafa" de Mechera.

SÉTIF

Mise en service d'un laboratoire d'analyses de dépistage du Covid-19

Le centre hospitalo-universitaire Abdenour Mohamed Saâdna de Sétif a lancé officiellement dimanche les analyses de laboratoire pour le diagnostic du nouveau coronavirus, a-t-on appris des responsables de cette établissement hospitalier.

"Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre la propagation du Covid-19 à travers l'accélération du diagnostic des cas suspects à travers toute la wilaya pour un gain de temps et par ricochet une prise en charge efficace", a précisé la même source à l'APS.

Le laboratoire régional d'analyse du VIH dépendant du service des maladies infectieuses du CHU Mohamed Abdenour Saâdna a été réservé pour effectuer le dépistage du COVID-19, après autorisation obtenue auprès de l'Institut Pasteur (IP), a-t-on ajouté.

Ce laboratoire encadré par un staff spécialisé pourra à partir d'aujourd'hui, effectuer 8 analyses du coronavirus par heure, et atteindre jusqu'à 60 analyses/jour, a ajouté la même source.

COVID-19

165 nouveaux cas confirmés et 8 décès en Algérie durant les dernières 24h

Cent-soixante-cinq (165) cas confirmés au coronavirus (Covid-19) et huit (8) décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre des cas confirmés à 5723 et celui des décès à 502, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, M. Fourar.

Lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr. Fourar a indiqué que les 8 nouveaux décès ont été enregistrés à Sétif (2), Ouargla (2), Bordj Bou-Arreridj (2), Blida (1) et Sidi bel Abbes (1), ajoutant que le nombre total des cas confirmés est réparti sur les 48 wilayas du pays.

Selon les chiffres, 17 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas ce dimanche, tandis que 22 wilayas ont notifié entre un (1) et cinq (5) cas et 9 autres ont enregistré plus de 5 cas, précisant que les wilayas d'Oran, Tlemcen et Constantine sont celles ayant enregistré le plus grand nombre de cas confirmés ces dernières 24



heures. Le nombre des cas guéris a atteint 2678, dont 132 durant les dernières 24 heures, a précisé Dr.

Fourar, indiquant que 18

patients sont en soins intensifs. Par tranches d'âge, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 56% du total des cas confirmés. M.

Fourar a indiqué, en outre, que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement s'élevait à 9323, dont 3879 cas confirmés selon des tests PCR et 5444 cas suspects selon les indications de l'imagerie et du scanner.

Le même responsable a, toutefois, déploré le non respect par certains citoyens des mesures préventives, une attitude contraire aux préceptes du mois sacré du ramadhan, a-t-il relevé, et un comportement dangereux pour la santé de la société, invitant les citoyens à observer en toute conscience et avec rigueur les mesures d'hygiène, de distanciation sociale et de confinement.

M. BENBOUZID:

"Pas de déconfinement sans une amélioration notable et durable de la situation sanitaire"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a estimé, lundi à Médéa, qu'un déconfinement "n'est envisageable que lorsqu'on constatera une amélioration notable et durable de la situation sanitaire".

"Lorsque le nombre des nouveaux cas positifs sera réduit à un seuil moins inquiétant, lorsqu'on s'approchera de zéro décès, là on pourra aborder la question du déconfinement", a déclaré à l'APS, le ministre de la Santé, en marge de sa visite à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Médéa, où il s'est enquis sur place des conditions de prise en charge des patients affectés

par le nouveau coronavirus (Covid-19) et la mobilisation du staff médical, engagé sur le terrain depuis près de deux mois.

M. Benbouzid a tenu à rappeler que cette mesure relève exclusivement du Gouvernement et que la décision de déconfiner ou de maintenir le dispositif actuel est tributaire de l'évolution de la situation sur le terrain, assurant qu'il appartient aux citoyens de prendre conscience du danger que représente cette épidémie et de respecter, notamment les mesures barrières qui sont dans son intérêt et celui des autres".

Porter un masque "doit faire partie de notre comportement quotidien, car

c'est l'unique et meilleur moyen de se protéger contre la propagation du virus", a affirmé M. Benbouzid, ajoutant qu'il ne faut pas attendre que le masque soit obligatoire pour le porter. Le citoyen doit savoir que la situation n'est pas réglée définitivement et que le risque persiste toujours".

"Si tout le monde porte un masque, même de confection artisanale ou fait à la maison, ont parviendra, en peu de temps, à réduire la propagation du virus, voire l'éliminer totalement", a indiqué encore le ministre, soulignant que le dispositif de "riposte" mis en place pour faire face à cette pandémie "aura peu d'impact, en l'absence de prise de conscience de la population".

COVID-19

Les mesures exceptionnelles d'approvisionnement en produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux fixées

Les mesures destinées à la facilitation de l'approvisionnement du marché national en produits pharmaceutiques, en dispositifs médicaux, en équipements de détection ainsi qu'en accessoires et en pièces de rechange de ces équipements en riposte à la pandémie du Covid-19 ont été fixées par un décret exécutif publié au Journal officiel (N 27).

Selon l'article 2 de ce décret datant du 5 mai 2020, ces mesures exceptionnelles concernent les opérations de fabrication et d'importation effectuées par les opérateurs dûment agréés par les services compétents du ministère de la Santé.

Les opérateurs non agréés peuvent, exceptionnellement, être autorisés par les services compétents du ministère chargé de la

santé, à effectuer des opérations d'importation de dispositifs médicaux et d'équipements de détection destinés à des dons gratuits, stipule l'article 3.

Ces dons sont acheminés, selon le cas, vers la pharmacie centrale des hôpitaux ou l'Institut Pasteur d'Algérie, précise ce texte réglementaire.

Aussi, les opérateurs non agréés peuvent, exceptionnellement, être autorisés par les services compétents du ministère de la santé, à effectuer des opérations d'importation des dispositifs médicaux destinés à la protection individuelle de leurs personnels ou à la désinfection des lieux de travail.

S'agissant de la liste des produits concernés par ces mesures, elle doit être établie par les services du

ministère de la Santé et validée par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), créé au niveau dudit ministère. Les produits pharmaceutiques destinés à la prise en charge des patients atteints du Coronavirus peuvent être utilisés, selon le présent décret, dans le cadre de la procédure de l'autorisation temporaire d'utilisation, conformément aux dispositions de la loi n 18-11 relative à la santé. Quant à la mission d'évaluation de la qualité et des prix des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux, celles-ci relèvent de la compétence du ministère de la santé, sur la base des dossiers déposés par les opérateurs et des prix appliqués sur le marché international au moment de la

commande desdits produits.

En vertu de ce texte, les opérateurs autorisés pour l'importation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux sont dispensés des dispositions relatives aux conditions techniques à l'importation, prévues par la réglementation en vigueur (article 9).

Les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux destinés à la lutte contre la pandémie ne sont pas soumis aussi aux dispositions relatives à l'interdiction d'importation et bénéficient de procédures douanières simplifiées. Les dispositions du présent décret sont temporaires, c'est-à-dire leur effet prend fin dès la déclaration officielle de la fin de la pandémie du Coronavirus (COVID-19).

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Plus de 280.000 décès à travers le monde

Le nombre de décès causés par le COVID-19 à travers le monde a dépassé dimanche les 280.000, atteignant 280.507 à 12H32 heure locale (16H32 GMT), selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins.

Au total, 4.067.112 cas ont été signalés dans plus de 180 pays et régions du monde, selon le CSSE.

Les Etats-Unis ont enregistré le nombre de décès le plus élevé, avec 78.932 morts sur 1.314.799 cas confirmés.

Les autres pays ayant enregistré



plus de 20.000 décès sont et la France, selon les données de l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni CSSE.

CORÉE DU SUD

Séoul enregistre une forte hausse du nombre de cas

La Corée du Sud a enregistré lundi le plus grand nombre de cas de coronavirus depuis plus d'un mois en raison de l'apparition d'un foyer de contamination dans un quartier de la vie nocturne de Séoul.

Le pays, qui était en février un des plus importants foyers de contamination au monde, est considéré comme un modèle dans la lutte contre le virus. La vie commençait à reprendre son cours depuis la semaine dernière mais, ce week-end, Séoul, la province voisine de Gyeonggi et la ville toute proche d'Incheon ont décrété la fermeture des clubs et des bars, les autorités redoutant une deuxième vague de

contaminations. Cette résurgence des cas intervient au moment où nombre de pays européens entament un déconfinement graduel de la population. La Corée du Sud a recensé lundi 35 nouveaux cas, portant le nombre total de personnes positives au Covid-19 à 10.909, selon les Centres coréens de contrôle et de prévention des maladies (KCDC).

Au cours des douze derniers jours, le pays avait enregistré pendant huit jours une hausse à seulement un chiffre du nombre de cas. Lundi matin, 85 personnes contaminées ont un lien avec un homme de 29 ans testé positif après avoir fréquenté début mai cinq

clubs et bars à Itaewon, l'un des quartiers branchés de Séoul, a tweeté le maire de la capitale, Park Won-soon.

Les autorités de la ville ont appelé toutes les personnes s'étant rendues dans ce quartier au cours de ces deux dernières semaines à se faire dépister. Les autorités sanitaires tentent de retrouver la trace de "milliers de personnes" qui ont fréquenté ces établissements de la vie nocturne, a déclaré le Premier ministre Chung Sye-kyun.

Cette hausse des contaminations intervient alors que le pays a assoupli mercredi les mesures de distanciation sociale en vigueur depuis mars. La Corée du Sud était fin février le

deuxième pays le plus touché au monde par le coronavirus, après la Chine où il était apparu.

Mais les autorités sont parvenues à maîtriser la situation en mettant en oeuvre une stratégie agressive de "traçage, test et traitement" qui a suscité de nombreux éloges.

Des lieux publics comme les musées et les galeries d'art viennent de rouvrir et les saisons professionnelles de certains des sports les plus populaires du pays, comme le baseball et le football, viennent aussi tout juste de débuter, avec des semaines de retard à cause du virus.

Les écoles devraient rouvrir dans la semaine.

USA

Le maire de New York s'inquiète d'une inflammation pédiatrique liée au Covid-19

Le maire de New York Bill de Blasio a fait part dimanche de sa "grave inquiétude" concernant une augmentation de cas d'un syndrome touchant les enfants que les scientifiques pensent être lié au nouveau coronavirus.

Selon lui, 38 cas d'inflammation pédiatrique ont été détectés à New York, la ville américaine la plus touchée par la maladie Covid-19, et neuf autres cas sont toujours à l'étude. Dans tout l'Etat de New York, 85 cas de cette maladie, semblable à la maladie de Kawasaki, sont à l'étude, a ajouté peu après le gouverneur Andrew Cuomo lors de son point de presse quotidien.

Trois morts liées à ce syndrome ont été comptabilisées, dont une dans la capitale financière américaine, et deux autres décès sont à l'étude, a-t-il précisé.

Une des victimes avait cinq ans. Un des responsables des services de santé de l'Etat a ajouté que les deux autres victimes étaient un adolescent et un enfant entre cinq et dix ans. Aucun d'entre eux n'avait de maladie préexistante, a ajouté ce responsable.

Les symptômes sont fièvre, éruption cutanée, douleur abdominale et vomissements. "Ce que cela fait, en gros, c'est que cela va provoquer une réponse très intense et presque insurmontable du système immunitaire de l'enfant. Et cela fait du mal à son corps", a expliqué Bill de Blasio. Il a ajouté que tous les enfants présentant ces symptômes seraient dorénavant testés au Covid-19 ainsi qu'aux anticorps. Jusqu'ici, 47% des cas confirmés ont été testés positifs au nouveau coronavirus, et 81% à ses anticorps, ce qui veut dire qu'ils ont été infectés par le virus depuis le début de l'épidémie. Décrite pour la première fois en 1967 au Japon, la maladie de Kawasaki affecte essentiellement les jeunes enfants. Son origine n'est pas connue avec précision et pourrait mêler facteurs infectieux, génétiques et immunitaires. Avant l'apparition de ces cas, la maladie Covid-19 était réputée ne se développer sous des formes graves chez les enfants que de façon exceptionnelle.

La ville de New York comptabilise 14.000 décès liés de manière sûre au coronavirus, et 5.000 autres probables, soit environ un quart des morts recensées sur l'ensemble du territoire américain.

UNIVERSITÉ AMÉRICAINE

La vitamine "D" augmente l'immunité

Selon une nouvelle étude, le taux de mortalité du Covid-19 pourrait être réduit de moitié grâce à la vitamine D qui améliore notre système immunitaire et l'empêche surtout de devenir dangereusement hyperactif, entraînant une tempête de cytokines. Des chercheurs de l'université Northwestern, dans l'Illinois, ont découvert une importante corrélation entre les carences graves en vitamine D et les taux de mortalité des suites du Covid-19.

Ils ont analysé les relevés d'hôpitaux et de cliniques dans de nombreux pays, notamment en Chine, en France, en Iran et en Corée du Sud, et ont constaté que les patients des pays à taux de mortalité élevés, comme l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, avaient des niveaux de vitamine D inférieurs à ceux des patients des pays qui n'étaient pas aussi gravement touchés.

Et bien que certains évoquent une éventuelle différence de la qualité des soins, la répartition des âges dans la population, le nombre de tests ou les souches de coronavirus, l'équipe s'est tournée vers une autre hypothèse.

"Aucun de ces facteurs ne semble jouer un rôle important et le système de santé du nord de l'Italie est l'un des meilleurs au monde", a déclaré Vadim Backman qui a dirigé l'étude.

En outre, des différences de mortalité existent dans le même groupe d'âge et des disparités dans le taux de mortalité restent présentes même lors de l'examen de pays avec un nombre similaire de tests, a-t-il précisé.

Par contre, nous avons constaté une corrélation significative avec une carence en vitamine D», a-t-il poursuivi.

En analysant les données de patients du monde entier, les chercheurs ont découvert qu'il existait un lien entre le niveau de vitamine D et la tempête de cytokines, une hyperinflammation causée par un système immunitaire qui réagit de manière excessive.

«La tempête de cytokines peut gravement endommager les poumons et entraîner un syndrome de détresse respiratoire aiguë et la mort | C'est ce qui semble tuer la majorité des patients atteints de Covid-19, et fait la destruction des poumons par le virus lui-même», a noté remarquer pour sa part Ali Daneshkhan, co-auteur de l'étude.

Les scientifiques estiment qu'un niveau «correct» de vitamine D pourrait jouer un rôle protecteur.

ALLEMAGNE

169.218 cas d'infection et 7.395 décès

L'Allemagne a signalé ce dimanche 667 cas confirmés de nouveau coronavirus (Covid-19), portant le total des contaminations dans l'ensemble du pays à 169.218. Un total de 7.395 décès ont été enregistrés depuis l'apparition de la pandémie, soit 26 supplémentaires en 24 heures, selon des données publiées par l'Institut Robert Koch (RKI) pour les maladies infectieuses, autorité fédérale chargée de la santé. En plus, un total de 144.400 patients

ont été guéris, ce qui constitue 1.100 rétablissements de plus par rapport aux chiffres de la veille, précise la même source. Le taux d'infection du coronavirus, soit le taux qui permet de mesurer combien chaque malade contamine d'autres personnes, est reparti légèrement à la hausse en Allemagne. L'Institut Robert Kocha fait état d'une hausse du taux d'infection, repassé autour de la zone considérée comme potentiellement dangereuse,

de 1 à 1,1. Un chiffre inférieur à 1 suggère que le nombre d'infections dans le pays tend à la baisse, alors qu'un niveau supérieur suggère une tendance à la hausse. Ce chiffre est passé de 0,7 à plus de 1 en quelques jours seulement. L'institut a pr évenu qu'il était encore trop tôt pour tirer des conclusions, mais indiqué dans un rapport que les chiffres d'infections allaient "devoir être surveillés de très près dans les prochains jours".

ETATS-UNIS

Des scientifiques déclarent l'impossibilité de toute immunité collective en 2020

Des scientifiques américains ont déclaré l'impossibilité de toute immunité collective contre le nouveau coronavirus d'ici la fin de l'année 2020.

"C'est à tort que certains affirment que l'immunité collective pourrait ralentir rapidement la propagation" du Covid-19, ont indiqué ces chercheurs de l'Ecole Bloomberg de l'université Johns-Hopkins, dimanche, dans un communiqué. "Les épidémiologistes souhaitent déclarer clairement que l'immunité collective contre le Covid-19 ne sera pas atteinte au niveau de la population en 2020", ont-ils ajouté. "Seul le vaccin est un moyen sûr pour la collectivité", a indiqué sur sa page Twitter l'épidémiologiste Eric Feigl-

Ding, chercheur en santé publique à Harvard. En effet, pour atteindre l'immunité collective contre la maladie, 70% ou plus de la population doivent manifester une tolérance vis-à-vis de l'infection. Ainsi, sans vaccin, plus de 200 millions d'Américains devraient être infectés avant d'atteindre ce seuil. Ce qui signifie qu'au rythme actuel de la pandémie, l'immunité collective ne pourrait être atteinte au mieux qu'en 2021. Mais si les taux de mortalité quotidiens actuels ne baissent pas, plus d'un demi-million d'Américains seront morts du Covid-19 d'ici là.

Or, bien que le nombre de personnes infectées dépasse aujourd'hui les quatre millions, les études scienti-

fiques indiquent que seulement 2% à 5% des habitants d'un pays sont infectés par le SARS-CoV-2. Plus de 4 millions de personnes contaminées dans le monde par le coronavirus Sars-CoV-2 et plus de 281 000 morts, dont près de 85% en Europe et aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis restent le pays le plus touché, avec 78.862 morts.

Ils sont suivis du Royaume-Uni, avec 31.855 décès, l'Italie, avec 30.560 morts, ainsi que l'Espagne et la France avec, respectivement, 26.621 et 26.380 victimes. En Russie, les nouveaux cas d'infection sont au nombre de 11.012, ce qui porte leur total à 209.688, et les décès se montent à 1.915, d'après le site officiel sur le Covid-19.

CÉPHALÉES DE TENSION Comment les soulager ?

Pour soulager des maux de tête ponctuels, du paracétamol ou de l'aspirine suffisent le plus souvent. Mais quand ils se répètent, les médecins incitent à limiter la consommation de ces antalgiques et à se tourner vers d'autres traitements. On vous dit lesquels.

Quand les céphalées de tension sont épisodiques, elles s'expliquent le plus souvent par des tensions au niveau des muscles péricrâniens, notamment des trapèzes dans le cou. Ces tensions sont favorisées par une mauvaise posture, surtout quand on travaille assis.

Quand les céphalées de tension sont chroniques, c'est-à-dire qu'elles surviennent plus de 15 jours par mois depuis au moins 3 mois, il semblerait qu'elles soient liées à un mauvais fonctionnement des systèmes de contrôle de la douleur. Dans les deux cas, une mauvaise gestion du stress est un facteur aggravant.

Comment soulager la douleur ?

Longtemps, les médecins ont recommandé d'alterner paracétamol et anti-inflammatoires pour faire disparaître plus rapidement les symptômes. Cela permettait de n'absorber qu'une quantité limitée de ces deux molécules sur une journée, d'où des risques d'effets indésirables moindres.

On sait aujourd'hui que ce choix thérapeutique n'a aucune raison d'être. A chacun de préférer l'antalgique qu'il supporte le mieux et qui donne le meilleur résultat. D'autant qu'il est plus facile de suivre les quantités absorbées et de surveiller un éventuel surdosage quand on reste dans la même famille de médicaments.

Combien de médicaments peut-on prendre ?

C'est une question à se poser régulièrement car il est essentiel d'éviter tout abus médicamenteux sous peine de favoriser la chronicisation de la douleur. On estime que prendre au moins 10 jours par mois des antalgiques contenant de la caféine, de la codéine, du tramadol peut suffire à sensibiliser le cerveau. Mais la consommation régulière au moins 15 jours par mois de paracétamol ou d'AINS (anti-inflammatoires non stéroïdiens) peut avoir les mêmes effets. A éviter donc sans avis médical.

Y a-t-il d'autres traitements pour la céphalée de tension ?

Si les douleurs chroniques sont liées à un abus médicamenteux, un sevrage sera nécessaire (à effectuer avec un médecin). Dans les



autres cas, il peut être prescrit des antidépresseurs très faiblement dosés. Mais dans tous les cas, si les douleurs reviennent souvent, un travail pour acquérir une meilleure gestion du stress est nécessaire.

Celui-ci fera appel à :
de la sophrologie
de la relaxation

de thérapies cognito-comportementales.

Associés si nécessaire à des séances de décontraction musculaire chez un kinésithérapeute et/ou au port d'une gouttière gingivale en cas de tendance à la crispation des mâchoires.

4 remèdes qui ont fait leurs preuves

• **Bougez régulièrement** : la pratique régulière d'un sport, 30 à 40 minutes, 3 à 4 fois par semaine, va agir contre le stress. L'un des principaux facteurs des céphalées. Mais aussi stimuler la sécrétion par l'organisme d'en-

dorphines, un antidouleur naturel. Bien entendu, la priorité est de se faire plaisir, mais les activités dites « en endurance douce » sont particulièrement recommandées. C'est le cas du vélo (en appartement ou sur le plat), de la marche (avec de bonnes semelles amortissantes), de l'aviron, mais aussi et surtout de la natation.

• **Reprenez votre position devant l'ordinateur** : pour commencer, il faut s'assurer que la distance qui sépare les yeux de l'écran est égale à la longueur des bras. L'écran doit se situer à la hauteur du regard ou un peu plus bas mais jamais plus haut. Pour éviter des tensions inutiles, mieux vaut se caler bien au fond du siège et non au bord. Enfin, comme au volant, pensez à faire une pause et à vous lever au moins toutes les heures.

• **Pensez à l'auto-massage** : les gestes se pratiquent assis, les coudes posés sur la table, séparément ou les uns après les autres, suivant le temps dont on dispose.

Mâchoires relâchées, bouche entrouverte, posez l'index à la hauteur de la jointure des mâchoires et faites de petits cercles qui partent vers l'extérieur, jusqu'au lobe de l'oreille.

Derrière la tête, au niveau de la nuque, pétrissez la peau avec 3 doigts, comme pour détendre une pâte à modeler un peu dure. Accompagnez le mouvement en bougeant légèrement la tête.

Remontez avec les 2 mains autour du cou, en partant des trapèzes pour aller jusqu'aux oreilles.

• **Réchauffez votre nuque** : si l'application de froid sur les tempes et le front apaise la migraine, l'application de chaleur au niveau de la nuque contribue à détendre tous les muscles situés à la base de la tête et permet ainsi de prévenir et/ou soulager les céphalées de tension. On peut utiliser pour cela un collier cervical, un coussin rempli de noyaux de cerise à réchauffer au micro-ondes, un sèche-cheveux, une bouillotte...

Les odeurs qui provoquent la migraine

Un migraineux sur deux est particulièrement sensible aux odeurs. Or, certaines d'entre elles sont plus susceptibles de provoquer des crises de migraine. On vous dit lesquelles. Environ 8 millions de personnes en France souffrent régulièrement de migraine. Outre la douleur lancinante dans la tête, la migraine provoque aussi des nausées ou des vomissements, une intolérance à la lumière et au bruit ou encore des troubles de la vision.

Les fluctuations hormonales, le changement de temps ou certains aliments peuvent être à l'origine de ces crises de migraine mais les médecins se sont également aperçus que certaines odeurs fortes peuvent aussi déclencher des crises.

Selon une nouvelle étude relayée par le Daily Mail, un migraineux sur deux, et plus particulièrement les femmes, serait sensible à une odeur spécifique. Chez ces personnes dites « osmophobiques », cette

odeur aurait pour effet de déclencher la migraine en quelques minutes seulement.

Selon le Dr Nicholas Silver, neurologue à l'Université de Liverpool, les odeurs qui déclenchent le plus fréquemment les crises de migraine sont : l'oignon, les parfums, les acrosoles, les déodorants pour voiture, l'odeur des aliments frits, la fumée de cigarette et les produits de nettoyage. Selon les chercheurs, ces odeurs influent sur les émotions car dans

le cerveau, les zones qui jouent sur l'odorat et sur l'émotion sont particulièrement proches. « Selon les cas, l'odeur peut stimuler le nerf trijumeau, conduisant ainsi à une inflammation et à la douleur de la migraine, ou l'odeur peut provoquer un rétrécissement des vaisseaux sanguins » expliquent-ils.

Pour ces chercheurs, le seul et unique moyen de réduire les crises est d'éviter de s'exposer aux odeurs que l'on a identifiées comme responsables des crises.

L'hypnose au secours des migraines et céphalées

Très handicapante au quotidien, la migraine est parfois coriace : il peut être très difficile d'en venir à bout. Plutôt que de multiplier les médicaments, pourquoi ne pas tenter l'hypnose ? L'hypnose est un état modifié de conscience qui permet d'accéder aux ressources de son cerveau non conscient. En détournant l'attention, elle permet de se « déconnecter » de sa douleur et ainsi de mieux la contrôler, pour la faire diminuer ou disparaître.

L'HYPNOSE POUR TRAITER CÉPHALÉES ET MIGRAINES
Dans les céphalées liées au stress ou la migraine, deux ou trois séances peuvent suffire. Après quelques séances avec un thérapeute, on peut pratiquer l'hypnose chez soi (autohypnose). « Assis dans un endroit calme, on écoute sa respiration et les bruits environnants, et on choisit un lieu lié à des souvenirs agréables. Les yeux fermés, on focalise l'attention sur la main qui semble la plus légère et, quand elle se soulève, le visage va vers elle et on se fixe peut commencer... », détaille le Dr Claude Virot, psychiatre. Une aide très efficace et, qui plus est, toujours disponible.

LE CONSEIL HOMÉO

Pour un mal de tête suite à un repas bien arrosé : Nux vomica 15 CH, 5 granules le soir même, puis le matin et toutes les heures jusqu'à amélioration. « Il existe de nombreux médicaments contre les céphalées et la migraine, selon le type de douleur (batissante, brillante) et sa localisation », explique le Dr Yves Lévêque, homéopathe. C'est du sur-mesure : en général un traitement de la crise à prendre dès les premiers signes et un traitement de fond. »

LE CONSEIL PHYTO

Une décoction de racines et écorces de saule blanc (en magasins bio et herboristeries) : faire bouillir 2 cuillères à soupe pour 1 litre d'eau pendant 10 minutes, laisser infuser 10 minutes. Boire 1/2 à 1 litre par jour

LE GESTE QUI SOULAGE

Boire une tasse de café pour son effet vasoconstricteur et analgésique, dès les premiers signes. Le café allongé robusta est le plus efficace, car il contient plus de caféine. Mais attention, au-delà de 4 ou 5 tasses par jour (plus de 400 mg de caféine), la caféine peut favoriser les maux de tête. Ou du thé à base de menthe de 3 minutes pour garder ses propriétés.

MIGRAINE OU MAL DE TÊTE Comment faire la différence ?

Il est "facile" de prendre une migraine pour un mal de tête, et inversement. Le Dr Dominique Valade, neurologue à Paris nous dit quels sont les critères à connaître pour distinguer ces deux types de céphalées. Et les autres, moins fréquentes...

"Plus de 300 types de maux de tête ont été décrits", explique le Dr Dominique Valade, neurologue et spécialiste des céphalées. Dans 90 % des cas, il s'agit d'un banal mal de tête ou d'une migraine. Mais il peut aussi s'agir d'autres céphalées plus violentes ou plus sérieuses, fort heureusement moins fréquentes. Identifier précisément de quel mal de tête on souffre est crucial pour être traité efficacement. Selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé), seuls 40 % des migraineux savent qu'ils souffrent de migraines.

LES SIGNES IMPORTANTS À REPÉRER

Le diagnostic repose sur les caractéristiques de la douleur. D'où les multiples questions posées par le médecin : "Depuis quand avez-vous mal à la tête ? Quelle est la fréquence des crises ? La douleur concerne-telle un seul côté ou les deux ? Avez-vous des nausées ou des vomissements ?...". Illustre le Dr Valade. En effet, les maux de tête ne sont caractérisés par aucune anomalie en imagerie médicale, ni par une modification de la température ou du sang. Les examens complémentaires (scanners, bilans sanguins...) ne sont donc d'aucune aide.

VOUS AVEZ MAL D'UN SEUL CÔTÉ

Une migraine, le plus souvent : la douleur est aggravée par l'effort, avec impression de sentir son cœur battre dans sa tête, vomissements ou nausées et/ou gêne à la lumière ou au bruit.



Une sinusite : la douleur est localisée au niveau du front ou à l'arrière des fosses nasales, avec congestion (peau chaude et rouge) due à l'infection. Signes associés : écoulement nasal, fièvre...

VOUS SOUFFREZ DANS TOUTE LA TÊTE

Un mal de tête : la douleur est légère à modérée en début, des deux côtés de la tête, sans nausées. Il s'agit le plus souvent d'une céphalée de tension, provoquée par le stress et/ou la fatigue. Une rupture d'anévrisme : la douleur, de survenue brutale, est d'emblée très intense. C'est extrêmement rare, mais si on n'a

jamais - ou quasiment jamais - ressenti un tel mal de tête, c'est une urgence absolue.

LA DOULEUR EST RESSENTIE AUTOUR DE L'ŒIL

Une migraine avec aura : la douleur, concentrée sur un seul côté, est précédée de troubles visuels (points lumineux, perte de vision...), de fourmillements ou de difficultés à s'exprimer. Cette forme de migraine représente 20 % des cas. Une algie vasculaire de la face : la douleur, intense, est centrée sur un œil ou une tempe, les yeux larmoient, le nez coule. Cela fait très mal et peut survenir par crises.

ZOOM SUR LA MIGRAINE MENSTRUELLE

Si le mal de tête survient une fois par mois, dans la période allant des deux jours qui précèdent les règles aux trois jours qui les suivent, il s'agit probablement d'une migraine menstruelle, ou cataméniale. En général plus longue, plus intense et plus difficile à soulager, elle est due à la chute du taux de l'hormone oestradiol en fin de cycle. Souvent, elle est associée à d'autres crises non liées aux règles lors du cycle. La migraine menstruelle "pure", survenant uniquement lors de menstruations, ne concerne que 7 % des migraineuses.

Mal de tête : 4 remèdes naturels prêts en 3 minutes

UNE INHALATION DE VINAIGRE DE CIDRE

Le vinaigre de cidre est un vieux remède de grand-mère qui possède de multiples propriétés intéressantes pour notre santé grâce à sa forte teneur en phosphore, calcium, magnésium, soufre et surtout en potassium. Mais celle qui nous intéresse spécialement est son action analgésique sur les maux de tête et les migraines légères.

La recette maison : en inhalation, versez 3 cuillères à soupe de vinaigre de cidre dans un bol de chaude et inhalez les vapeurs pendant 5 à 10 minutes, en plaçant votre tête sous un torchon, au-dessus du bol. En compresse, versez 10 cl de vinaigre de cidre dans un bol d'eau bouillante. Laissez refroidir et trempez des compresses que vous appliquez ensuite sur le front et les tempes pendant une vingtaine de minutes.

UNE COMPRESSE D'HUILE ESSENTIELLE DE MENTHE

Les maux de tête sont fréquemment provoqués par le stress ou l'anxiété.

En période de surmenage (psychique ou physique), pensez à avoir toujours sous la main un flacon d'huile essentielle de menthe poivrée qui va, à la fois, stimuler la circulation sanguine et apaiser les tensions crâniennes.

La recette maison : humidifiez une compresse et imprégnez-la de gouttes d'huile essentielle de menthe poivrée. Appliquez sur la nuque pendant une dizaine de minutes. Renouvelez régulièrement pendant 2 heures (ou jusqu'à disparition des symptômes).

UNE DÉCOCTION DE GINGEMBRE

Certains enzymes du gingembre ont la même action que l'aspirine sur les prostaglandines (des molécules qui participent aux troubles circulatoires impliqués dans les migraines). La recette maison : découpez trois fines rondelles de gingembre frais dans un bol. Remplissez le bol d'eau chaude et couvrez. Laissez infuser pendant 30 minutes. Retirez le gingembre et buvez. Si vous n'avez pas de gingembre frais, remplacez-le par une demi cuillère à café de

gingembre en poudre diluée dans 150 ml d'eau chaude additionnée d'une cuillère à café de miel.

DU POIVRE DE CAYENNE... DANS LES NARINES

Le poivre de Cayenne est surtout connu en cuisine, mais il a également une action analgésique sur les migraines et en cas de zona grâce à la capsaïcine qu'il contient. Évidemment, si vous êtes fréquemment sujet aux maux de tête, vous pouvez en ajouter dans vos plats. Mais en cas de crise, voici ce qu'il convient de faire : La recette maison : diluez une cuillère à café de piment de Cayenne dans un verre d'eau tiède. Mélangez bien pour que le piment ne reste pas au fond du verre et trempez des cotons-tige dans cette solution en vous assurant qu'ils sont bien recouverts de poivre et placez-les dans les narines, jusqu'à ce que vous sentiez de la chaleur. C'est pas un remède très agréable mais il permet d'anéantir les maux de tête.

MALI Le chef de l'ONU condamne une attaque contre les Casques bleus au Mali

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a fermement condamné dimanche un attentat contre un convoi de Casques bleus de l'ONU au Mali, qui a tué trois membres des forces de maintien de la paix issus du Tchad et en a blessé quatre autres.

M. Guterres a rappelé que les attaques visant les Casques bleus de l'ONU peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international.

Il a appelé les autorités maliennes à ne ménager aucun effort pour identifier les auteurs de ces attaques afin qu'ils puissent être traduits rapidement en justice, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole du chef de l'ONU, dans un communiqué.

Le secrétaire général a réaffirmé que de tels actes lâches ne dissuaderont pas la détermination de l'ONU à continuer à soutenir le peuple et le gouvernement du Mali dans leur quête de paix et de stabilité, a indiqué le communiqué.

M. Guterres a exprimé ses sincères condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple tchadiens.

Il a également souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Les trois Casques bleus tchadiens ont été tués dimanche lors d'une patrouille de routine près d'Aguelhok, dans le nord du Mali, lorsque leur convoi a sauté sur une bombe placée en bordure de route. Quatre autres personnes ont été grièvement blessées.

NIGER 20 villageois tués au cours d'une série d'attaques dans l'ouest

Vingt personnes ont été tuées samedi au cours d'attaques contre trois villages nigériens dans la région de Tillabéri (ouest), a annoncé dimanche le gouverneur de cette région.

"Ce sont des bandits armés qui sont venus sur plusieurs motos vers 17h30 locales (16h30 GMT).

Ils ont attaqué les habitants dans trois villages, ils ont tué 20 personnes", a déclaré Tidjani Ibrahim Katiella, le gouverneur de la région de Tillabéri, cité par l'AFP.

Les assaillants dont le nombre n'est pas déterminé "ont pillé des boutiques pour prendre des céréales et ils ont aussi emporté du bétail avant de partir en direction du nord", vers le Mali, a précisé le gouverneur.

D'après une source locale, les villages attaqués sont Gadabo, Zibane Koira-Zeno et Zibane-Tegui, tous administrés par la commune d'Anzourou située à une cinquantaine de km de Tillabéri, la grande ville de l'ouest nigérien, distante d'une centaine de km de la frontière du Mali. La région de Tillabéri est située dans la zone stratégique des trois frontières Niger-Mali-Burkina.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Les Sahraouis célèbrent l'anniversaire de la création du Front Polisario

Le peuple sahraoui célèbre dimanche le 47^e anniversaire de la création du Front Polisario dans un contexte marqué par de nombreux acquis et réalisations aussi bien sur le plan international que continental en faveur de la cause sahraouie.

Les acquis réalisés pour la cause sahraouie se veulent "une réaffirmation de la reconnaissance du Front Polisario en tant que représentant unique et légitime du peuple sahraoui dans son sa lutte pour la liberté et l'indépendance", a écrit l'agence de presse sahraouie (SPS) Cette année, le peuple sahraoui célèbre cet anniversaire dans des circonstances internationales et régionales marquées par l'apparition de la pandémie du coronavirus (Cpvid-19).

Le Front Polisario (Front populaire de Libération de la Saquet el Hamra et du Rio de Oro), a été fondé le 10 mai 1973 par un groupe de jeunes sahraouis et déclarer la lutte de l'indépendance.

Depuis sa fondation, le Front Polisario est devenu "l'avant-garde, le guide, le bastion politique du peuple sahraoui", avec pour objectif suprême, parvenir à l'indépendance du Sahara occidental occupé.

En effet, la création du Polisario a été "l'un des événements marquants de l'histoire contemporaine sahraouie".

Sa création, a rappelé SPS, a donné lieu à la cristallisation d'un nationalisme mature, qui devra affronter, avec très peu de moyens, les forces occupantes dur sa terre, en unifiant la lutte de l'ensemble du peuple sahraoui.



45 années de lutte, de sacrifices mais aussi de réalisations

C'est une lutte de 47 ans dans laquelle le peuple sahraoui a sacrifié tout ce qui est précieux pour aboutir à sa liberté avec fermeté dans ses convictions quant à la victoire finale.

En ce jour de célébration de la fondation du Front Polisario, le peuple sahraoui, ses représentants et ses dirigeants revisitent les succès diplomatiques et les victoires obtenues à la faveur de tant d'efforts et de sacrifices.

Une des réalisations de la diplomatie sahraouie, a été la consécration de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) en tant que membre à part entière et fondateur au

sein de l'Union africaine (UA), participant à toutes les réunions et sommets de l'UA aux côtés d'autres Etats, entités et organisations internationales.

Au niveau européen, la cause sahraouie a enregistré bien d'autres succès au sein de l'Union européenne (UE) après que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ait tranché dans un arrêt rendu le 21 décembre 2016, sur le fait que le territoire sahraoui a un statut "distinct" et "séparé" du Maroc.

De telles décisions en Europe et Afrique réaffirment le droit du peuple sahraoui sur ses richesses actuellement spoliées par l'occupant marocain, alors que le Front Polisario poursuit la lutte pour l'exercice de son droit à l'auto-

détermination conformément à la légalité internationale et les résolutions de l'Onu.

En outre, la commémoration de l'anniversaire du Front Polisario intervient dans une conjoncture marquée par les victoires et succès diplomatiques réalisés au cours de ces 47 années de lutte, à commencer par la consolidation de l'unité nationale, mère de toutes les victoires, et l'édification des institutions de l'Etat sahraoui.

Le combat de presque un demi-siècle a consacré le Front Polisario en tant que seul et légitime représentant du peuple sahraoui et conduit à la reconnaissance par 80 pays de l'indépendance de République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Le président Brahim Ghali visite l'hôpital de campagne mis par l'Algérie à la disposition du peuple sahraoui

Le président sahraoui, Brahim Ghali, a visité dimanche l'hôpital de campagne mis par l'Algérie à la disposition du peuple sahraoui.

Dans une déclaration à la presse, le secrétaire général du front Polisario a vivement salué "l'importante démarche entreprise par l'Algérie, à travers l'Armée nationale populaire (ANP) et sur décision du Président Abdelmadjid Tebboune, de déployer un hôpital militaire de campagne, doté de divers services sanitaires et d'équipements modernes, pour faire face à la pandémie du nouveau coronavirus".

Accompagné de la ministre sahraouie de la Santé, Kheira Bellaha, et du directeur central de la santé militaire sahraouie, Abdallah Moulay, le Président Brahim Ghali a fait état de sa satisfaction de la situation sanitaire du peuple sahraoui qui "n'a pas été affecté jusque là par la pan-

démie de Covid-19". Il a appelé, au passage, les responsables sahraouis à "intensifier les efforts pour éviter la propagation de l'épidémie à la région de façon générale, en coordination avec les cadres et responsables de l'hôpital de campagne". Le président de la République arabe sahraoui démocratique a exprimé, à cette occasion, sa reconnaissance et sa gratitude aux autorités algériennes et aux éléments de l'ANP, pour les efforts consentis pour assurer des prestations de santé au peuple sahraoui et atténuer ses souffrances, en cette conjoncture de pandémie.

L'hôpital de campagne en question est doté de tous les équipements médicaux nécessaires, à commencer par un espace de désinfection, une aile de premières consultations, un service de réanimation, un service de maternité, un bloc opératoire, des équipements de ra-

diologie, un laboratoire et un service ORL et ophtalmologie, encadrés par des médecins et praticiens spécialistes, a souligné M. Brahim Ghali.

Saisissant l'occasion de l'anniversaire de la création du front Polisario, coïncidant avec le 10 mai, le Président Sahraoui a réaffirmé "la détermination du peuple sahraoui à poursuivre sa lutte et sa résistance avec la même trajectoire, la même force et la même conviction, pour arracher son droit à l'indépendance et la liberté et recouvrer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire".

M. Ghali a félicité le peuple sahraoui et ses amis et alliés à l'occasion du 47^e anniversaire de la création du front Polisario, "une date historique ayant marqué un tournant dans la lutte et la résistance du peuple sahraoui, et ayant donné lieu dix jours après, au déclenchement de la lutte armée contre l'occupant espagnol".

LIBYE

La Turquie menace de prendre pour "cible" les forces du Maréchal Haftar

La Turquie a menacé dimanche de prendre pour "cible" les troupes du maréchal Khalifa Haftar, si les attaques contre les "intérêts" turcs en Libye se poursuivaient. "Nous soulignons que si nos missions et nos intérêts sont visés en Libye, les forces d'Haftar seront considérées comme des

cibles légitimes", a mis en garde le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

"Les attaques contre des missions diplomatiques, y compris notre ambassade à Tripoli, l'aéroport Mitiga (le seul en service dans la capitale libyenne, ndlr), les avions civils

se préparant à décoller et autres infrastructures civiles et celles dans lesquelles des civils sont tués ou blessés constituent un crime de guerre", a ajouté Ankara.

La communauté internationale a "la responsabilité collective" de stopper le "putschiste Haftar", a encore dé-

claré le ministère. Ankara a renforcé ces derniers mois sont appui, notamment militaire, au gouvernement d'union qui siège à Tripoli face aux troupes de Khalifa Haftar, qui a déclenché en 2019 une offensive en vue de s'emparer de la capitale libyenne.

PLAN D'ANNEXION EN CISJORDANIE Les chefs de diplomatie de l'UE discuteront jeudi d'éventuelles sanctions contre Israël

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) discuteront jeudi prochain à Bruxelles d'un éventuel mécanisme d'imposition de sanctions contre Israël au cas où il mettrait à exécution son plan d'annexion des terres palestiniennes, ont rapporté lundi les médias palestiniens.

Une source européenne, citée par l'agence de presse palestinienne (Wafa), a affirmé que ces dernières semaines "un mouvement intense a eu lieu au sein de l'Union européenne afin de discuter des moyens de faire face aux plans israéliens" qui, s'ils venaient à être réalisés, "signifient la fin de la solution à deux Etats et l'échec du projet politique

soutenu par l'UE dans la région".

"Toute décision prise au sein de l'Union doit être approuvée par les 27 membres", a indiqué la source, et d'ajouter: "afin d'éviter le veto de certains pays, l'UE aura recours à d'autres mesures, telles que le gel du programme Horizon 2027, via lequel les instituts de recherche israéliens reçoivent des milliards de dollars, en plus de la possibilité de suspendre l'accord de partenariat israélo-européen, qui permet à ces derniers d'accéder librement aux marchés européens, alors que l'échec du renouvellement de l'accord signifiera la privation d'Israël des avantages économiques importants".

La source a souligné que "l'UE poursuivrait ses efforts pour faire pression sur Israël pour l'empêcher de prendre des mesures unilatérales par la voie di-



plomatique et politique", indiquant que "la prise de toute mesure par Israël lui nuira également à long terme".

En janvier, l'administration américaine a présenté un supposé plan censé régler le conflit entre Palestiniens et Israéliens, qui proposait notamment l'annexion des colonies israéliennes et des zones de Cisjordanie, rejeté en bloc par les Palestiniens.

Depuis 1967, la Cisjordanie est occupée illégalement par Israël.

MEXIQUE Au moins 25 cadavres découverts dans une fosse clandestine à l'ouest du Mexique

Les restes d'au moins 25 personnes ont été découverts dans une fosse clandestine dans les environs de Guadalajara, à l'ouest du Mexique, a affirmé dimanche le bureau du procureur de l'Etat de Jalisco.

Les recherches effectuées dans la fosse localisée jeudi ont permis "d'extraire les restes de 25 personnes non identifiées ainsi que cinq sacs dans lesquels nous présumons qu'il pourrait y avoir d'autres restes humains", a affirmé l'institution dans un communiqué.

Des voisins sur place ont rapporté qu'un chien avait trouvé des os à l'intérieur d'une ferme abandonnée dans un quartier défavorisé de la municipalité d'El Salto, au sud de Guadalajara, la deuxième plus grande ville du Mexique.

Avec l'aide de pompiers et d'une équipe canine spécialisée, les travaux d'exploration ont démarré jeudi et "se poursuivront dans les prochains jours jusqu'à ce que les enquêteurs excluent la présence de nouvelles preuves dans la ferme", a indiqué le bureau du procureur.

Quelque 115 corps dans au moins 10 fosses clandestines ont été découverts depuis le début de l'année dans l'Etat de Jalisco, la plupart ayant été découverts dans la périphérie de Guadalajara.

Cet Etat de l'ouest connaît une violence croissante depuis plus de cinq ans en raison de la présence du puissant cartel de drogue, Jalisco Nueva Generación (CJNG).

Depuis trois ans la violence s'est accrue selon les autorités en raison d'une fracture au sein de ce cartel et des rivalités avec d'autres gangs de l'Etat voisin de Guanajuato dans le trafic de carburant volé.

La pandémie de coronavirus n'a pas interrompu le cycle des violences dans le pays: 3.000 assassinats et 78 féminicides ont été enregistrés en mars selon les statistiques officielles, le plus lourd bilan mensuel depuis l'arrivée du pouvoir du gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador, élu en 2018.

Par ailleurs, plus de 60.000 personnes sont portées disparues, la majorité d'entre elles depuis le lancement fin 2016 d'une stratégie militaire visant à combattre le crime organisé.

SYRIE 48 morts dans des combats entre forces gouvernementales et terroristes (ONG)

Au moins 48 combattants ont été tués dimanche près d'Idleb en Syrie dans des affrontements entre forces gouvernementales et terroristes, le bilan le plus lourd depuis le début d'une trêve dans cette région du nord-ouest du pays, selon une ONG.

Ces dernières semaines, des combats sporadiques ou des tirs d'artillerie ont eu lieu dans la province d'Idleb et dans des territoires adjacents, malgré un cessez-le-feu adopté le 6 mars pour cette région qui constitue l'ultime grand bastion terroristes de Syrie.

Dimanche, 35 combattants des forces gouvernementales ou de milices alliées et 13 terroristes, surtout du groupuscule Houras al-Din, lié à Al-



Qaïda, ont péri dans le nord-ouest de la province de Hama, voisine d'Idleb, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les combats ont été déclenchés par un assaut terroriste nocturne contre des positions gouvernementales, d'après l'ONG. Le bilan "est le plus

élevé depuis l'entrée en vigueur de la trêve", a précisé le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Selon lui, les combats se poursuivent en soirée. Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 380.000 morts et déplacé des millions de personnes.

IRAN Navire de guerre iranien frappé par un tir ami dans le Golfe d'Oman : 19 morts

L'armée iranienne a affirmé lundi que 19 personnes avaient été tuées et 15 autres blessées lorsqu'un navire de guerre iranien a été touché accidentellement par un missile ami lors d'un exercice naval dans le Golfe d'Oman.

"Dimanche après-midi, lors d'un exercice mené par un certain nombre de navires de la marine dans les eaux de Jask et Chabahar (sud-est), le navire

de soutien léger Konarak a eu un accident", a ajouté le communiqué publié sur le site internet de l'armée, qui a annoncé un nouveau bilan de 19 morts et 15 blessés.

Un précédent bilan a fait état d'un mort et des blessés. Fabriqué aux Pays-Bas, Konarak a été acheté par l'Iran avant la Révolution islamique de 1979.

Pesant 447 tonnes et d'une

longueur de 47 mètres, le navire est équipé de quatre missiles de croisière installés à bord, d'après la télévision d'Etat iranienne.

En janvier, l'Iran avait abattu "par erreur" un Boeing ukrainien à destination de Kiev peu après son décollage de Téhéran, tuant les 176 personnes à bord, majoritairement Iraniens et Canadiens.

Les forces armées ont re-

connu le drame, affirmant qu'il était survenu alors que les défenses aériennes de l'Iran étaient en état d'alerte élevée après que la République islamique a tiré des missiles sur une base américaine en Irak en représailles à l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani, tué dans une frappe de drone américaine à Bagdad le 3 janvier.

UE-ALLEMAGNE Bruxelles menace l'Allemagne de poursuite en justice

La présidente de la Commission européenne menace l'Allemagne d'une possible procédure en justice suite au jugement très critique de sa cour suprême contre la BCE, que des pays comme la Pologne veulent désormais utiliser dans leur bras de fer avec les institutions de l'UE.

"Je prends la chose très au sérieux", a déclaré Ursula von der Leyen dans une réponse écrite à une question de l'élu écologiste allemand du Parlement européen Sven Giegold, qui a publié dimanche cette lettre sur son compte twitter.

"La Commission est en train d'analyser en détail le jugement de plus de cent pages de la Cour constitutionnelle fédérale allemande" et "sur la base des conclusions nous examinons de possibles prochaines étapes allant jusqu'à une procédure pour infraction aux traités européens", écrit la présidente de l'exécutif européen.

Car la cour suprême allemande, dans un jugement retentissant la semaine dernière, a à la fois critiqué la politique d'aide de la Banque centrale européenne à la zone euro via le rachat massif de dette publique, mais aussi dans le même temps contesté un jugement de la Cour européenne de justice validant l'action de l'institut monétaire. Les juges constitutionnels allemands ont lancé un ultimatum de trois mois à la BCE pour qu'elle montre que sa politique de soutien économique présente plus d'avantages que d'inconvénients.

"Je peux vous le garantir: la politique monétaire dans l'Union relève d'une compétence exclusive, le droit européen prévaut sur le droit national", a rétorqué Mme von der Leyen, qui avant d'aller à Bruxelles était ministre allemande de la Défense.

Cette "guerre des juges" a donné du grain à moudre aux eurosceptiques qui militent pour la primauté du national sur le supranational au sein de l'UE.

Le jugement allemand n'est pas passé inaperçu notamment dans des pays comme la Hongrie ou la Pologne, qui ont maille à partir avec la Commission et la justice européenne en raison de restrictions de l'Etat de droit dont ils sont accusés chez eux.

Le chef du gouvernement polonais a ainsi salué la décision de la cour suprême allemande comme "l'un des jugements les plus importants dans l'histoire de l'Union européenne", dans une tribune publiée dimanche par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

Pour la première fois "aussi clairement", les juges ont souligné qu'il appartient aux Etats membres de fixer "où se situent les limites des institutions de l'UE" et par l'inverse, a dit Mateusz Morawiecki.

La Cour européenne de justice a certes "des prérogatives très importantes" mais seulement "dans les domaines fixés par les décisions des Etats", a-t-il ajouté, en condamnant les tentatives à ses yeux "dangereuses pour l'Etat de droit" de la justice européenne de chercher à étendre son domaine de compétence.

EL BAYADH Zaouïa El mouwahidine, un lieu de culte exceptionnel

Le siège de la zaouïa El mouwahidine, située dans la commune de Roggassa, au Nord-est d'El Bayadh, a la particularité d'être entièrement édifié sous terre.

L'objectif de construire la zaouïa sous terre était d'échapper aux exactions de l'administration coloniale et de ses tentatives d'effacer à jamais les expressions de l'identité de la population algérienne.

Cet édifice a été construit en 1930 par Sidi Mohamed Benbouhous (1891/1954), un érudit et un homme de foi, issu de la tribu de la très légendaire tribu des Ouled Sidi Cheikh, connue dans la région d'El Bayadh.

L'un des descendants du fondateur de cette zaouïa, Cheikh Zaoui Bouamama, précise que l'édifice s'étend sur une surface de 200 m².

Il a été construit sous terre pour échapper aux menées de l'administration coloniale qui combattait tout ce qui représentait l'identité de la population locale.

Outre cette particularité d'être réalisé sous terre, l'édifice a été creusé et édifié à l'aide d'outils rudimentaires et sans autres matériaux de construction comme le ciment ou la brique.

Les murs, le plafond et les colonnes de la zaouïa ont été totalement érigés en pierre, ce qui donne au lieu un cachet architectural unique en son genre et attire la curiosité des visiteurs.

La zaouïa dispose également d'un puits qui assure l'approvisionnement des lieux en eau potable.

Au niveau du plafond, le visiteur pourra distinguer de petites ouvertures qui assurent une circulation de l'air et un éclairage naturel grâce aux rayons du soleil.

Les "talebs" qui viennent apprendre le Saint Livre et les préceptes de l'Islam disposent également d'une "kheloua" (isoloir), une petite pièce leur permettant de s'isoler pour prier, méditer et lire le Coran.

Enfin, l'accès à l'édifice se fait par le biais d'une ouverture latérale creusée dans la roche.

Après l'achèvement des travaux de la construction de cet édifice, Cheikh Sidi Benbouhous s'est consacré à faire des lieux un véri-



table pôle d'enseignement religieux et de l'apprentissage de la langue arabe à des "talebs" venus de toutes les régions du pays.

Un lieu de savoir et de militantisme

Le même descendant de la tribu des Ouled Sidi Cheikh a également rappelé la contribution de la zaouïa dans le processus de la guerre de libération nationale sur le front sud-ouest du pays.

Elle a permis le renforcement des rangs de la révolution en éléments qu'elle a formés et en accueillant les moudjahidines.

En outre, la zaouïa a joué pleinement son rôle social en apportant aide et assistance aux populations démunies et aux personnes de passage dans la région, notamment durant les années 1940, marquées par la famine et les épidémies.

Devant les multiples actions de mobilisation et de promotion de l'identité nationale, l'administration coloniale s'est empressée d'arrêter Cheikh Sidi Benbouhous pour le placer en résidence surveillée durant de longs mois d'abord à El Bayadh, avant de le transférer à Oran pour le présenter devant le tribunal militaire.

Il a été condamné pour conspiration et de rébellion après la découverte d'armes dans l'enceinte de la zaouïa. Après la mort du cheikh en 1954, c'est son fils, Sidi Mohamed, qui prendra les desti-

nées de la zaouïa pour poursuivre l'œuvre de son père en matière d'enseignement du Coran et de la langue arabe, de la mobilisation des jeunes pour rallier la révolution armée.

La zaouïa a fait l'objet de maintes descentes de l'armée coloniale française.

Ses biens ont été souvent saisis et incendiés, rapporte le même témoin.

Après le recouvrement de l'indépendance et jusqu'à l'heure actuelle, la zaouïa poursuit ses missions culturelles, culturelles et sociales.

Les descendants de son fondateur continuent d'assurer l'enseignement du Saint Livre et l'accueil et la prise en charge des talebs et des visiteurs.

Le siège de la zaouïa accueille toujours les fidèles de la région qui préfèrent accomplir leurs prières dans ce lieu unique en son genre.

Mohamed Bouchikhi, un natif de la région, chercheur dans le domaine du soufisme, rappelle que les anciens talebs et étudiants de la zaouïa se retrouvent chaque année, en pèlerinage, sur les lieux mêmes de leur formation, pour un regroupement marqué de prières, d'invocations et de lecture des versets du Coran.

L'occasion est également saisie pour évoquer l'itinéraire et l'œuvre de Cheikh Sidi Mohamed Benbouhous, le fondateur de la zaouïa.

PEINTURE

Les arts plastiques s'exposent sur les réseaux sociaux



Galleries d'art, artistes et associations activant dans le domaine des arts plastiques ont opéré progressivement une conversion vers des espaces d'exposition virtuels sur les réseaux sociaux, proposant au public une exposition à domicile continuellement enrichie.

Depuis la fermeture des espaces culturels et l'application du confinement total ou partiel dans toutes les villes du pays par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus ces professionnels des arts plastiques ont investi les réseaux sociaux pour prolonger l'activité culturelle à domicile.

La galerie d'art "Le paon" propose sur sa page Facebook des œuvres d'artistes ayant récemment exposé dans cet espace en publiant chaque jour une série de toiles d'un plasticien avec une brève présentation de ce dernier.

Des photographies de Amel Dekkar, des œuvres contemporaines de Mizo où se croisent peinture et photographie, des miniatures de Djazia Cherrih, des peintures impressionnistes de la Souika de Constantine signées Nadjiba Nafa, ou encore des signes et symboles de Karim Sergoua sont à portée de clic en plus d'un hommage au photographe Firaz Zaghes et à un plasticien M'hamed Saci disparus récemment.

Cette galerie qui souhaite apporter "une touche artistique à domicile en ces temps difficiles" diffuse également des messages de sensibilisation pour rappeler les mesures de préventions contre la propagation de ce

virus. Spécialisée dans l'art contemporain, la galerie "Seen Art Gallery" propose quant à elle une version virtuelle de sa dernière exposition, une rétrospective des œuvres du peintre Ali-Khodja Ali intitulée "Jardin mystique".

Organisée en mars dernier pour commémorer les dix ans de la disparition de l'artiste, cette exposition rassemble une trentaine de toiles, dessins et objets personnels de Ali-Khodja Ali disparu en 2010.

Associations et collectifs d'artistes passent au virtuel

Avec le souci de faire connaître des artistes peintres algériens et leurs travaux, des collectifs d'artistes comme "L'union des artistes peintres algériens" ont également pris l'initiative de publier des travaux sur leurs pages des réseaux sociaux avec l'accord des artistes.

La page "Art ans culture in Algeria", animée par une association culturelle, diffuse chaque jour une présentation et des toiles d'un artiste dont Imène Belhadj Mostepha, Sabrina Touahri, Rachid Talbi, Omar Khithar, Yacine Semri, ou encore Djamel TemtaM. Cette page se veut également un relais pour d'autres activités culturelles virtuelles comme la diffusion de pièces de théâtre ou des œuvres littéraires.

Quelques plasticiens professionnels ont profité de cette tribune interactive pour publier leurs œuvres et des vidéos d'initiation à la peinture ou montrant l'évolution d'une création.

APS

CINÉMA

Les Journées du film européen jusqu'au 4 juin en version virtuelle

Les cinéphiles algériens ont rendez-vous avec une sélection de films de différents pays proposés à l'occasion des Journées du film européen qui se tiennent cette année en version numérique jusqu'au 4 juin prochain, indique la délégation de l'Union européenne en Algérie sur sa page Facebook.

Les internautes pourront ainsi visionner depuis leurs lieux de confinement des œuvres comme "Olmo" de l'Italien Silvio Soldini, "Open door" de l'Albanais Florenc Papas, "Le Havre"

du Finlandais Aki Kaurismäki ou encore "A Sunny Day" du Marocain Faouzi Bensaïdi.

Une dizaine de films au total sont proposés gratuitement aux amateurs du septième art sur la plateforme de streaming festivalscope.com sur laquelle chacune des œuvres programmées est accessible pendant une semaine.

Les Journées du film européen en Algérie ont été relancées en 2019 après cinq ans d'absence et quelques éditions irrégulières auparavant.

Habituellement la dé-



légation de l'Union européenne en Algérie organise en cette période le festival culturel européen qui a été annulé pour cause de lutte contre la

propagation du coronavirus, les Journées du film européen en Algérie remplacent, pour cette année, cet événement attendu du public.

CHINE Des technologies aux services sans contact pour réduire le risque d'infection

La Chine a annoncé lundi vouloir promouvoir davantage la vague de modèles de nouvelles technologies qui renforcent les services sans contact pour réduire le risque d'infection au coronavirus.



L'épidémie apportera des opportunités pour les cours et l'enseignement en ligne, le télétravail et les activités sur Internet, les applications 5G industrielles, le commerce et les services sans personnel et le commerce électronique de produits alimentaires frais en relation avec l'augmentation accélérée des entreprises et des services sans contact, d'après la société International Data Corporation. Ainsi, un système d'ascenseur à commande vocale a été mis en service dans un hôpital de Pékin pour réduire le risque d'infection croisée. Développé par une entreprise technologique basée à Pékin, le système d'ascenseur a été installé dans l'Hôpital de Haidian.

Il utilise des technologies de l'intelligence artificielle (IA), dont la reconnaissance vocale et la conception interactive, permettant aux passagers de contrôler l'ascenseur sans avoir à appuyer sur le bouton. Un autre système d'IA développé par le géant technologique chinois, Alibaba, permet d'identifier les passants avec de la fièvre ou sans masque dans les marchés, les gares, et autres zones piétonnes très fréquentées. Le système se base sur des technologies intégrées, dont l'imagerie thermique pour la détection de la fièvre à distance sans contact, avec une marge d'erreur de moins de 0,3 degré Celsius. Le ministère chinois

de l'Industrie et des Technologies de l'Information a appelé les entreprises de télécommunication à optimiser les plans de construction du réseau 5G et à jouer pleinement leur rôle pour stabiliser les investissements et stimuler le développement de la chaîne industrielle correspondante. Une plateforme en nuage qui combine la 5G et la réalité virtuelle (RV) a été conçue pour offrir une expérience d'achat virtuelle panoramique aux consommateurs qui restent à leur domicile. Elle sera utilisée dans une centaine d'entreprises commerciales à travers le pays, a indiqué le ministère. Basé sur la technologie 5G et l'Internet des objets, un système de

SILICONE VALLEY Elon Musk menace de partir

Le patron de la marque technologique Tesla, de fabrication de voitures électriques, Elon Musk se révolte contre les mesures de confinement décidées par la Californie qui empêchent ses usines de tourner. Et si l'a bien fait savoir, samedi dernier en brandissant la menace de délocaliser ses usines. « Franchement c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Tesla va immédiatement déplacer son siège et ses futurs projets au Texas/Nevada. Et si on devait garder une activité manufacturière à Fremont, cela dépendra de la façon dont nous sommes traités », a-t-il tweeté, d'après une information mise en ligne par le site français 20minutes.fr le 11 mai. Elon Musk a pris



comme référence le traitement réservé par les autorités chinoises à son site de production en Chine, qui a repris ses activités dès la maîtrise de la situation lancée par le patron de l'entreprise, sur Twitter. Il a fait valoir l'expérience de Tesla en Chine, où son site de fabrication a rouvert après que l'épidémie de Covid-19 a été maîtrisée. Sur un ton offensif, il a expliqué que « Tesla en sait bien plus sur ce qu'il faut faire

pour (reprendre la production) en toute sécurité, grâce à l'expérience acquise dans notre usine Tesla en Chine, qu'un petit fonctionnaire par intérim même pas élu a, a-t-il mis sur son tweet. Il a également fait savoir qu'il allait tenter une action en justice contre les autorités locales qu'il a jugées, « irrationnelles et coupées de la réalité ». Avant cela, le patron de Tesla s'était distingué par une at-

taque en règle contre le dispositif de confinement qu'il a qualifié de fasciste et « pas démocratique ». « Le patron de Tesla ne décolère pas. Pourtant son entreprise a réussi à afficher un bénéfice de 16 millions de dollars au 1er trimestre, un bond de 33 % des livraisons de voitures et un chiffre d'affaires en hausse de 32 % à près de 6 milliards de dollars », fait remarquer 20minutes.fr. **DK NEWS**

RUSSIE Destruction d'un réservoir de fusée en orbite autour de la Terre

L'agence spatiale russe a annoncé dimanche avoir constaté la destruction d'un réservoir de fusée en orbite autour de la Terre, qui avait été utilisé en 2011 pour le lancement du radiotélescope Spektr-R, l'ex-"Hubble russe". Selon Roskosmos, il s'agit de l'étage supérieur de la fusée Fregat-SB. "La destruction a eu lieu le 8 mai 2020 entre 8H00 et 9H00 heure de Moscou (05H00 et 06H00 GMT) au-dessus de l'océan Indien", a-t-elle ajouté dans un communiqué. L'agence spatiale russe a dit être en train de "collecter les informations relatives au nombre et à l'orbite" des fragments créés par la destruction de l'engin spatial. Roskosmos n'a pas précisé la cause de cet incident. L'armée de l'air américaine avait indiqué samedi sur Twitter avoir détecté 65 frag-

ments liés à cette destruction, qui n'est selon elle pas liée à une collision avec un autre engin spatial. La fusée Fregat-SB avait été utilisée le 18 juillet 2011 pour mettre en orbite le radiotélescope Spektr-R (RadioAstron), surnommé le "Hubble russe" et destiné à observer notamment les trous noirs, les étoiles à neutrons et les champs magnétiques. Ce télescope, dont la durée de vie s'est terminée en janvier 2019, a été remplacé en juillet 2019 par le Spektr-RG, développé en coopération avec l'Allemagne. La mission de recherche du Spektr-RG doit durer six ans et demi, dont quatre ans de balayage du ciel étoilé et deux ans et demi d'observation ponctuelle d'objets dans l'univers sur demande de la communauté scientifique internationale. **APS**

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
N°F: 40801800047019

OPERATION N°: NK 5.521.2.262.147.22.01
Intitulé de l'opération: Réalisation de la route EL Ménéa-Etamine de la wilaya d'Ouargha sur 25km (du PK70+000 au PK95+000).

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°: 03/2020

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Ghardaïa lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale pour: Revêtement en enrobé de la liaison EL Ménéa - Ouargha sur 2,5 km.

CRITERES D'ELIGIBILITE

Ne sont éligibles au présent appel d'offres national que les entreprises ou groupement d'entreprises satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales suivantes:

- **Pour une entreprise seule:**
 - ✓ En matière de qualification et de classification professionnelle: Être qualifiée en Travaux Publics (Activité Principale) et classée à la catégorie (06) ou plus. Le certificat de qualification et classification professionnelle doit porter les codes 345-4210 et 345-4252 relatifs respectivement aux travaux de terrassements et aux travaux de revêtement.
 - ✓ En matière de références professionnelles: Avoir réalisé (Justification délivrée par un maître d'ouvrages à l'appui) au moins un projet de route comportant les travaux de béton bitumineux d'un linéaire égal ou supérieur à 2 km.
- **Pour un groupement d'entreprises:**
 - ✓ En matière de qualification et de classification professionnelle: Au moins un parmi les membres du groupement qualifié en Travaux Publics (Activité Principale) et classée à la catégorie (06) ou plus. Le certificat de qualification et classification professionnelle doit porter les codes 345-4210 et 345-4252 relatifs respectivement aux travaux de terrassements et aux travaux de revêtement.
 - ✓ En matière de références professionnelles: Au moins un parmi les membres du groupement doit avoir réalisé (Justification délivrée par un maître d'ouvrages à l'appui) au moins un projet de route comportant les travaux de béton bitumineux d'un linéaire égal ou supérieur à 2 km.

Les candidats satisfaits à ces conditions pourront retirer le cahier des charges, gratuitement, auprès du siège de la DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE GHARDAIA, Rue Maamar Rouani Taret El Mukhzen - GHARDAIA - contre remise d'une copie de certificat de qualification et classification professionnelle. Les soumissionnaires constitués des dossiers de candidature, offres techniques et financières accompagnés des pièces exigées ci-dessus, doivent être déposés auprès du siège de la DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE GHARDAIA, à la date correspondante au dernier jour de la durée de préparation des offres, l'heure limite est fixée avant 14H00.

Dossier de candidature et Offre technique:

Le dossier de candidature et l'offre technique établies par le soumissionnaire doivent comprendre les documents énumérés dans le cahier des charges (Article 7 des instructions au soumissionnaire - la page 4).

Offre financière:

1. Lettre de soumission dûment remplie et signée.
2. Bordsent des prix unitaires dûment rempli, signé et évalué par le soumissionnaire.
3. Devis quantitatif et estimatif dûment rempli, signé et cacheté par le soumissionnaire.

NOTA: Les soumissionnaires doivent déposer ces documents à une seule exception faite pour les déclarations écrites dont les copies originales doivent être versées aux dossiers de soumission.

Les dossiers de candidature, offres techniques et financières doivent être distinctes et contenus dans des plis séparés avec indication pour chaque pli «dossier de candidature», «offre technique» et «offre financière», et portant la dénomination de l'entreprise et l'objet du marché. Elles sont remises en un seul pli, sous double enveloppe dont celle de l'extérieur sera anonyme et ne doit contenir que la mention:

Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres
Revêtement en enrobé de la liaison EL Ménéa - Ouargha sur 2,5 km.

La durée de préparation des offres est de 21 jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse. Si le délai, pour coïncider avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvré suivant.

La durée de validité des offres sera égale à la durée de préparation des offres augmentée de 5 jours, à compter de la date du dépôt des offres.

L'ouverture des plis se fera, le jour de dépôt des offres à 14 h 30, en séance publique en présence des soumissionnaires ou leurs représentants qui voudront y assister, au Siège de la DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE GHARDAIA - Feriet El Mukhzen - Rue Maamar Rouani.

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1161

généralisation forcément	envie immodérée allonge	unité de bûcheron vraiment comiques	pâte plate joli perroquet	tromperas vieille distance	cubes du hasard mesurai	traumatisantes
trajets creuseraient						épine de rose
écarteur médical avança			transpirerons abominable			néqation inoccupé
			forêts de saules lac des Pyrénées			
direction	ronque imitation burlesque			petite planche race		habitant du désert
		chef d'état pas beaucoup		préposition résidu de fusion		atome chargé quatre saisons
but tel un chien outil de barman			côté du levant		soldat en jupon petit ennui	
						personnel saint bigourdan
quisé garçon d'écurie			timbres partie de chemise			mamelle de vache cinquê du midi
		roche abrasive clandestin			magicienne mis à plat	
ourdit ficelée			victoire d'Empire entendras			remarque abrégée préparas avec soir
			patron d'arche écarts musicaux		poisson rouge comme le do	
révolutionnaire	cornard difficulté			tirées du raisin état physique		diffuse
					habitant drupe à huile	
prit sur son dos	explosera projectile			passer au dessus figea		
			bébé d'icône bière de pub			
béryllium au labo partagé		très important premier chiffre			marque d'infinitif pendant	graveleux petite bourquinonne
			dressais			
judicieux				bourrique		

Solution

Sudoku n°2461

9	7	2	3	1	6	5	4	8
5	3	4	8	2	7	1	6	9
6	8	1	4	6	9	2	7	3
2	9	6	7	6	3	4	8	1
1	4	3	5	8	2	6	9	7
8	6	7	9	4	1	3	2	5
7	1	9	2	3	4	8	5	6
3	2	8	6	7	5	9	1	4
4	5	6	1	9	8	7	3	2
6	4	9	1	3	8	2	5	7
2	7	1	5	6	9	4	3	8
3	8	5	7	4	2	9	1	6
9	5	6	8	3	4	1	2	7
4	1	3	2	8	7	6	9	5
8	7	2	1	9	6	4	5	3
3	4	7	9	8	2	6	1	5
6	8	6	4	1	3	9	7	2
1	2	9	7	5	6	3	8	4
7	6	4	3	2	1	8	5	9
5	3	8	6	7	9	2	4	1
2	9	1	5	4	8	7	3	6

Mots Croisés n°2461

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	B	A	N	A	L	I	S	A	T	I	O	N
2	A	M	E	R	I	C	A	N	I	S	M	E
3	R	E	P	E	R	A	I	M	O	I	S	
4	C	R	A	N	E	R	A	I	L	S		
5	A	R	L	E	S	I	E	N	N	E		C
6	R	I	A	S		E	R	I	G	E	R	A
7	O		I	P		R	E		S	E	P	
8	L	E	S	S	I	V	E	R	A		I	O
9	L	U		O	P	E	R	E	R	O	N	T
10	E	X	I	L	E	R		S	E	N	S	E

Grille géante n°1161

•	U	A	•	S	A	B	•	D	•	S
I	N	V	I	T	A	L	B	M	•	T
N	E	I	T	E	R	E	L	E	•	R
E	V	I	D	E	R	A	I	E	•	N
R	E	T	A	•	O	S	E	R	•	O
P	R	E	T	E	R	A	I	S	•	S
•	S	•	•	•	•	•	•	•	•	•
C	A	P	A	R	O	D	E	S	•	A
C	L	A	R	E	U	E	S	T	•	O
T	I	S	O	U	L	E	S	T	•	I
L	A	D	I	E	•	S	E	R	•	E
L	I	O	A	R	C	O	C	H	•	E
•	N	A	P	E	T	E	R	A	•	E
A	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
P	O	R	T	E	•	A	N	G	•	O
M	U	T	E	•	•	•	•	•	•	•
•	S	E	N	S	E	L	A	N	•	S

RUGBY

Le championnat néo-zélandais débutera le 13 juin



Le championnat néo-zélandais de rugby organisé à la place du Super Rugby débutera le 13 juin, a annoncé lundi la fédération. Le premier match de ce championnat qui doit affronter, à huis clos, cinq franchises sur dix journées opposera les Highlanders aux Chiefs.

La compétition, baptisée Super Rugby Aotearoa (le nom maori de la Nouvelle-Zélande), doit durer jusqu'au 16 août.

Elle sera la version locale du Super Rugby, qui oppose normalement 15 équipes de cinq pays réparties en trois conférences de cinq: Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud/Argentine et Australie/Japon. L'évolution de la pandémie et la fermeture des frontières dans certains pays ont conduit la Sanzaar, qui chapeaute la compétition, à la suspendre mi-mars.

Pour éviter la contagion au sein des équipes, les autorités néo-zélandaises ont mis en place un strict protocole sanitaire.

Tous les participants devront se faire prendre la température quotidiennement et se déplaceront dans des vols spécialement affrétés pour éviter les contacts avec l'extérieur.

L'Australie envisage aussi d'organiser son propre mini-championnat à cinq, sans avoir pour l'heure avancé de dates.

KARATÉ/JO

«Les Algériens Daïkhi et Matoub peuvent encore se qualifier»



Les karatékas algériens Hocine Daïkhi et Lamia Matoub gardent toutes leurs chances de se qualifier aux Jeux Olympiques de Tokyo-2020, reportés du 23 juillet au 8 août 2021, a estimé le président de la commission d'organisation des compétitions à la Fédération mondiale de karaté (FMK), l'Algérien Yacine Arab.

Selon le classement olympique de qualification aux JO (différent du classement mondial), Daïkhi est à la 24e position et sa compatriote Matoub à la 25e, mais dans les catégories de poids jumelées.

Le classement olympique comporte des points qui sont cumulés par l'athlète durant toute la saison, en participant aux Mondiaux, Championnats continentaux, six tournois de Serie A et six autres de Premier League, le total désignant les qualifiés aux JO. «Les deux Algériens sont

bien classés dans le classement mondial (Daïkhi 9e et Matoub 12e), mais dans celui de qualification olympique, ils sont un peu loin», a indiqué à l'APS Yacine Arab, expliquant que les Algériens sont victimes de leur absence des Serie A et Premier League, surtout.

Car pour les JO, la FMK a dû jumeler les catégories de poids, selon le quota occupé par le Comité international olympique (CIO), pour la première présence de la discipline à des Jeux.

En effet, le quota du karaté aux JO est de 80 athlètes (40 messieurs et autant en dames), répartis sur le kumite (60) et le kata (20) pour les deux sexes.

Ce quota a contraint l'instance internationale à jumeler les cinq catégories de poids existants en trois pour chaque sexe.

Les catégories -67 kg, -75 kg et +75 kg pour les mes-

sieurs et -55 kg, -61 kg et +68 kg pour les dames.

Un jumelage qui, apparemment, a été désavantageux à des athlètes pour arracher une place au rendez-vous nippon.

«Effectivement, ce jumelage peut ne pas arranger des athlètes, comme Daïkhi (+84 kg). Pour une qualification, l'Algérien tombe dans la catégorie des +75 kg et -84 kg dont les athlètes ont fait presque toutes les compétitions (...) Même chose pour Matoub (-68 kg)», a expliqué Yacine Arab, très bien placé pour décortiquer le ranking olympique établi.

Pour le membre de l'exécutif de la FMK, la difficulté réside dans le fait que les athlètes algériens sont totalement absents des tournois de Serie A et de Premier League dont les points acquis sont comptabilisés dans le classement olympique.

Néanmoins, Arab a estimé que Daïkhi et Matoub ont toujours des chances de se qualifier, même s'il reconnaît qu'elles sont «minimes». «Nos deux athlètes, notamment Daïkhi, possèdent encore des chances de signer une présence historique du karaté algérien à Tokyo.

Mais, au préalable, ils doivent non seulement prendre part aux deux derniers tournois de Serie A et Premier League, et surtout monter sur le podium», a-t-il expliqué.

APS

TENNIS

Le ministre Khaldi confirme la volonté de l'Etat à accompagner Ines Ibbou

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a confirmé la volonté de l'Etat à accompagner la tennismen algérienne, Ines Ibbou, ainsi que tous les sportifs d'élite.

«J'ai eu un entretien téléphonique avec Ines Ibbou pour lui signifier toute la volonté de l'Etat à l'accompagner ainsi que tous les sportifs d'élite et les soutenir en vue de réaliser leurs aspirations et ambitions de se mettre en valeur lors des manifestations sportives internationales et faire honneur à l'emblème national», a indiqué Sid Ali Khaldi, dans la nuit de dimanche à lundi, sur sa page facebook.

Cette réaction du ministre de la Jeunesse et des Sports faisait suite au tweet du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'adresse de la joueuse de tennis algérienne.

Le président de la République avait apporté tout son soutien à Ibbou qui a donné une leçon de morale au tennisman



autrichien Dominic Thiem, suite à son refus de participer au fonds d'accompagnement des joueurs de tennis en difficulté financière.

M. Tebboune a également instruit le ministre de la Jeunesse et des Sports de prendre en charge «dans les plus brefs délais» les préoccupations d'Ines Ibbou. «L'Algérie ne peut se permettre de perdre un talent sportif comme Ines Ibbou qui est jeune et qui a toute une carrière devant elle dans une spécialité où peu d'Algériens excellent. Le ministère de la Jeunesse et des Sports prendra en charge ta préoccupation dans les plus brefs délais. Tout mon soutien et mes vœux de succès», a tweeté le président de la République.

Dans un vidéo de dix minutes postée samedi soir, la joueuse algérienne, championne d'Afrique juniors en 2015, répondait dans un parfait anglais à l'Autrichien Dominic Thiem qui ne souhaitait pas participer au fonds de solidarité pour les joueurs mal classés.

Ibbou racontait aussi son parcours semé d'embûches.

Il y a deux semaines, l'Autrichien, N.3 mondial et récent finaliste de l'Open d'Australie, avait expliqué ne pas vouloir contribuer au fonds de solidarité pour les joueurs mal classés, proposé par le N.1 mondial, le Serbe Novak Djokovic puis finalement mis en place par les instances du tennis professionnel (plus de 6 millions de

dollars rassemblés par l'ATP, la WTA, l'ITF et les quatre Grands Chelems).

«Beaucoup de joueurs ne placent pas le sport au-dessus de tout et ne vivent pas de manière professionnelle.

Je ne vois pas vraiment pourquoi je devrais donner de l'argent à de tels joueurs.

Je préfère donner de l'argent aux personnes ou aux organisations qui en ont vraiment besoin», expliquait Thiem dans une interview au journal autrichien Kronen Zeitung.

Pour rappel, Ines Ibbou avait été sacrée meilleure athlète espoir féminine-2013 en Algérie à l'issue du traditionnel sondage organisé annuellement par l'agence Algérie-Presse-Service.

Un tournoi à Prague fin mai avec les meilleurs Tchèques

La fédération tchèque de tennis a annoncé dimanche l'organisation d'un tournoi à Prague du 26 au 28 mai rassemblant la plupart des meilleurs joueurs et joueuses du pays, dont la double vainqueur de Wimbledon Petra Kvitová et sans doute la numéro 3 mondiale Karolina Plisková.

«C'est la première compétition préparée par la Fédération tchèque de tennis pour les joueurs en cette période où ils ne peuvent pas voyager à cause de la pandémie», déclare le porte-parole de ce tournoi, Karel Tejkal, dans un communiqué.

«Huit joueuses vont jouer sur dur et huit joueurs sur terre battue», a précisé le directeur du tournoi David Trunda.

Le plateau sera plus relevé chez les femmes, puisque les joueuses tchèques sont mieux classées que leurs homologues masculins.

Outre Kvitová, aujourd'hui 12e mondiale, Karolina Muchova (26e) et Barbora Strycova (31e) sont annoncées. Karolina Pliskova et sa soeur ju-



melle Kristyna (69e) devraient aussi participer «si elles sont en bonne santé», a précisé le patron de la fédération tchèque, Ivo Kaderka.

«Je suis impatiente de jouer un tournoi après une si longue pause», a déclaré Kvitová.

«Je suis vraiment curieuse de voir dans quelle forme nous serons après cette période sans tournois», a-t-elle ajouté. Selon Ivo Kaderka, les recettes du tournoi serviront à financer la lutte contre le Covid-19 qui a fait 270 morts en République tchèque.

Le tennis mondial est à l'arrêt depuis début mars et jusqu'à mi-juillet au moins, en raison de la pandémie.

REPRISE DU CHAMPIONNAT Medouar : «tout sera tiré au clair après le déconfinement»

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a indiqué dimanche qu'aucune décision n'a été prise concernant une éventuelle reprise de la compétition, suspendue depuis mi-mars en raison du nouveau coronavirus (Covid-19), soulignant que «tout sera tiré au clair» après la levée du confinement.

«Au cours de notre réunion tenue notamment en présence de représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et de la Fédération algérienne de football (FAF), tout le monde était unanime à dire qu'il était prématuré de se prononcer sur une éventuelle reprise du championnat, tant que le confinement est en vigueur.

Tout sera tiré au clair après le déconfinement, c'est à partir de là qu'on pourra trancher la question», a déclaré à l'APS le premier responsable de l'instance dirigeante de la compétition.

Cette réunion, tenue dimanche au siège du MJS en l'absence du ministre Sid Ali Khaldi et du président de la FAF Kheireddine Zetchi, fait suite à la demande formulée par le Bureau fédéral, pour discuter du sort réservé à la compétition.

L'ensemble des championnats et manifestations sportives sont suspendus depuis le 16 mars en raison du Covid-19.

Selon le dernier bilan établi samedi, l'Algérie a enregistré 5558 cas de contamination au coronavirus dont 494 décès.

«Nous ne pouvons pas voir plus clair actuellement, mais nous avons établi des simulations pour le calendrier, une



manière d'anticiper les choses.

Au cours de ladite réunion, nous avons suivi un exposé présenté par le représentant du Centre national de la médecine du Sport (CNMS), sur les risques encourus par l'athlète en cas de reprise», a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner : «Attribuer le titre ou décider de ne pas y avoir de promu ou de relégués, en cas d'arrêt définitif du championnat, n'est pas d'actualité. Nous ne pouvons pas avancer des choses alors que nous n'avons pas de données».

Medouar est revenu sur le communiqué publié samedi

par le CR Belouizdad, leader de la Ligue 1 avant sa suspension.

Le club algérois s'est montré favorable à suivre la voie des pays qui ont arrêté définitivement leur championnat, appelant dès lors à préparer la prochaine saison footballistique, 2020/2021.

«Je ne vais pas condamner le communiqué, je respecte l'avis du CRB.

Mais, il était préférable que le club transmette sa proposition par courrier à la LFP ou la FAF et ne pas publier sur les réseaux sociaux. En tant que

président de la LFP, je suis prêt à recevoir les propositions de l'ensemble des clubs professionnels, d'autant que la situation actuelle nécessite de larges consultations, mais il y a des manières de le faire», a-t-il conclu.

Selon la feuille de route de la FAF, le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 est programmé sur une période de 8 semaines, dès la levée du confinement et après une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle que soit la date arrêtée par les pouvoirs publics.

MERCATO Houssem Aouar vers la Premier League



Le milieu de terrain franco-algérien de l'Olympique Lyonnais, Houssem Aouar, est en passe de quitter son club pour rejoindre un championnat plus huppé, à savoir la Premier League anglaise, selon le quotidien sportif français L'Equipe.

En effet, selon la même source, l'OL va enregistrer au moins deux départs cet été et pas des moindres, puisqu'il s'agit de cadres de l'équipe. Le président de l'OL, Jean-Michel Aulas, aurait décidé de vendre Aouar qui est très sollicité, ainsi que Memphis Depay. Moussa Dembélé pourrait lui aussi partir.

Lyon a fixé le prix de vente du joueur d'origine algérienne à 50 millions d'euros.

Plusieurs grosses écuries se sont positionnées pour enrôler le milieu de terrain, à l'image de Manchester City où évolue un certain Riyad Mahrez, le capitaine des «Verts».

Pour rappel, Houssem Aouar est lié jusqu'au 30 juin 2023 avec l'Olympique Lyonnais.

LIGA ESPAGNOLE Retour à l'entraînement pour Mandi



Le défenseur international algérien, Aïssa Mandi, a effectué lundi son tout premier entraînement avec le Real Betis, à l'instar de plusieurs équipes de la Liga, en attendant la reprise du championnat espagnol de football.

Les entraînements de l'équipe andalouse ont connu la participation du défenseur algérien.

Le joueur de 28 ans a participé à la séance d'entraînement en petits groupes pour éviter une contamination au coronavirus.

Mandi a repris les entraînements en attendant de trouver un accord avec ses dirigeants pour prolonger son contrat ou partir en fin de saison, lui qui se trouve dans le viseur de plusieurs clubs dont Newcastle et l'Olympique Lyonnais.

Le président de La Liga, instance chargée de gérer le football professionnel en Espagne, Javier Tebas, avait exprimé son souhait de reprendre le championnat, suspendu depuis la mi-mars à cause du coronavirus, le 12 juin prochain.

APS

EQUIPE NATIONALE Mahrez appelle à ne pas mettre la pression sur Aouar et Cherki

Le capitaine de la sélection algérienne de football, Riyad Mahrez, a appelé à ne pas mettre de pression sur les deux sociétaires de l'Olympique lyonnais (Ligue 1 française), le milieu offensif Houssem Aouar et l'attaquant Rayan Cherki, à propos du choix de leur nationalité sportive.

«Pour Aouar, s'il veut venir il vient, s'il ne veut pas, c'est son choix. S'il pense qu'il doit jouer en équipe de France, qu'il aille en équipe de France. Personne ne doit forcer personne. S'il vient: bienvenue, on l'accueillera comme tout le monde.

S'il va en équipe de France, pas de problème non plus, c'est sa carrière, c'est lui qui choisit.

C'est simple», a indiqué l'ailier droit de Manchester City (Premier League anglaise) dimanche soir, lors d'un direct

sur Instagram avec le journaliste de beIN Sports, Smaïl Bouabdellah.

Convoité par la Fédération algérienne (FAF), Aouar (21 ans) n'a pas encore donné suite à ces sollicitations, alors que Cherki (16 ans) figure dans les futurs plans de l'instance fédérale.

«Cherki est jeune, il faut lui laisser le temps. Ça ne sert à rien de lui parler de l'Algérie ou de la France, laissez-le jouer. Quand il aura



envie, s'il veut venir en Algérie, il vient, mais personne ne doit le forcer», a-t-il ajouté.

PORTUGAL L'Algérien Nabil Ghilas quitte le Vitoria Setubal



L'ex-attaquant international algérien Nabil Ghilas a résilié le contrat le liant avec Vitoria Setubal, a annoncé le club portugais de football sur son site officiel.

Vitoria Setubal, qui avait recruté Ghilas en début de saison, a indiqué avoir trouvé un accord à l'amiable avec l'ancien attaquant du FC Porto pour mettre fin au contrat qui les lie. Selon la presse locale, le club portugais n'aurait pas été satisfait des prestations de

l'attaquant algérien qui n'a inscrit que deux buts en 15 apparitions cette saison avec l'équipe en championnat. Ghilas a été convoqué pour la première fois en sélection nationale en 2013. Il a même participé avec les «Verts» au Mondial-2014 au Brésil.

Le joueur est néanmoins sorti des plans du staff technique national depuis novembre 2014, date de sa dernière apparition sous le maillot algérien.

Le propriétaire de Manchester City rachète un club de D2 belge

La société émiratie City Football Group (CFG), propriétaire du champion d'Angleterre en titre Manchester City, a annoncé lundi l'acquisition du club de 2e division belge de Lommel SK, qui devient le neuvième club possédé par la holding.

«Cet investissement accroît encore la présence mondiale de CFG et l'accent mis sur les clubs, les centres de formation et les joueurs en développement», écrit CFG dans son communiqué.

Lommel SK est «réputé pour son solide centre de formation et l'attention portée au développement des jeunes», poursuit la holding.

En novembre dernier, CFG avait déjà annoncé le rachat du club indien Mumbai City FC.

New York City FC (Etats-Unis), le Melbourne FC (Australie), les Yokohama Marinos (Japon), le Girona FC (Espagne), le Club Atlético Torque (Uruguay) et le Sichuan Jiuniu FC (Chine) sont les autres clubs contrôlés par CFG.

«La Belgique est l'un des meilleurs pays de football d'Europe comme le démontrent les succès de l'équipe nationale et la formation de joueurs de niveau mondial, dont certains que nous connaissons très bien comme Kevin de Bruyne et Vincent Kompany», a souligné Ferran Soriano, le président de la holding, cité dans le communiqué.

TUNISIE La fédération va imposer cinq joueurs tunisiens sur le terrain lors de chaque rencontre de Ligue 1

La fédération tunisienne va imposer à partir de la saison 2020-2021 la présence d'au moins cinq joueurs tunisiens sur le terrain, tout au long de la rencontre, afin de limiter la présence des joueurs étrangers dans le championnat tunisien, a indiqué Wadii Jari, président de la fédération tunisienne de football, dimanche sur les ondes de la radio IFM. «Cette décision s'inscrit dans le cadre de la révision de la réglementation relative au statut des joueurs nord-africains considérés comme des joueurs locaux», a ajouté Jari en réponse aux critiques au sujet de la présence de plus en plus importante de joueurs non tunisiens dans le championnat de Ligue 1.

«La décision concernant les joueurs nord-africains comme des joueurs locaux a été prise en 2018 afin d'élever le niveau des championnats locaux dans les pays concernés, encourager la concurrence entre le joueur tunisien et le joueur non tunisien et en faire profiter la sélection nationale et les clubs tunisiens de leur services», a-t-il argumenté.

APS

CHAMPIONNAT DU PORTUGAL Huit nouveaux cas de coronavirus

Au moins huit footballeurs du championnat portugais ont été contaminés par le nouveau coronavirus et ont été signalés depuis le week-end parmi les effectifs de quatre clubs de 1re division, dont celui du champion en titre, le Benfica Lisbonne, alors que la compétition se prépare à reprendre fin mai courant, à huis clos.

Le Benfica a annoncé dimanche soir que le milieu offensif portugais David Tavares avait été testé positif lors d'un dépistage réalisé vendredi.

Le joueur «est asymptomatique et il est actuellement placé en quarantaine», a encore précisé le club lisboète.

La veille, le Vitoria Guimaraes avait confirmé la détection de trois cas.

Depuis, Moreirense a signalé un autre cas et, selon l'agence de presse Lusa, trois joueurs et deux membres de l'encadrement de Famalicao ont également été contaminés.

Un premier cas avait été détecté fin avril, chez les moins de 23 ans du club lisboète de Belenenses.

Le gouvernement portugais a annoncé le 30 avril que le championnat portugais de première division était autorisé à reprendre à partir du dernier week-end de mai, à huis clos,

et sous réserve de l'ap probatoire d'un protocole sanitaire.

Lorsque la compétition a été suspendue le 12 mars à cause de la pandémie du nouveau coronavirus, le FC Porto était en tête du classement avec un point d'avance sur le Benfica. La Ligue et la Fédération portugaises de football, qui n'ont toujours pas confirmé la date de la reprise, ont dévoilé dimanche soir les conditions imposées par la Direction générale de la santé (DGS) pour que les dix dernières journées de la compétition puissent se enir. Les footballeurs devront notamment limiter leurs interactions sociales à leurs proches et au staff de leur club. Après la reprise de la compétition, ils devront être testés deux fois par semaine. Les matchs devront être disputés «dans un nombre le plus réduit possible de stades» et leur organisation ne devra pas entraîner



des rassemblements de plus de dix personnes. Au moins trois joueurs du FC Porto ont réagi sur les réseaux sociaux en se montrant critiques à l'égard des règles imposées et plusieurs éditorialistes ont émis des doutes sur le bien-fondé d'une reprise du championnat. Le président du

syndicat des footballeurs portugais, Joaquim Evangelista, s'est pour sa part montré rassurant : «Ce n'est pas le moment d'être alarmiste.

Nous sommes en période de déconfinement et il faut s'attendre à avoir des cas positifs dans la société et dans le football en particulier».

LIGA

Reprise probable du championnat le 12 juin

Le président de LaLiga, instance chargée de gérer le football professionnel en Espagne, Javier Tebas, a fait état de son souhait de reprendre le championnat, suspendu depuis la mi-mars à cause du coronavirus, le 12 juin prochain.

«J'aimerais que ce soit le 12 juin, ça dépendra de ce qui se passe», a indiqué Tebas dans des déclarations à la chaîne de télévision Movistar, excluant toute annulation de la saison en première division

masculine. Les compétitions reprendront «quand le dira le ministère de la Santé», a ajouté le patron de LaLiga, précisant que le programme des matchs serait très intensif avec deux rencontres par semaine.

Les équipes espagnoles ont été autorisées par le gouvernement à entamer des séances individuelles d'entraînement avec un respect des gestes-barrière.

Les joueurs doivent arriver séparément, déjà en tenue, gantés et masqués et se

faire prendre la température. Les clubs pourront ensuite passer à des sessions en petits groupes avant d'envisager un retour à la compétition. Depuis mercredi derniers, les joueurs et le staff technique des équipes du championnat sont soumis à des tests de dépistage.

LaLiga a signifié jusqu'à présent huit cas positifs au coronavirus, dont cinq joueurs évoluant dans les deux premières divisions.

Les clubs congolais votent en faveur de l'arrêt définitif du championnat

Les clubs congolais de football ont voté en faveur de l'arrêt définitif du championnat en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a rapporté dimanche la presse locale.

Les compétitions en RD Congo sont à l'arrêt depuis le 16 mars dernier, sur décision des autorités locales en raison de la situation sanitaire.

«Lors d'une réunion tenue samedi avec la Linafoot (Ligue nationale de football), les représentants des clubs présents

ont voté à l'unanimité pour l'arrêt de la saison en raison de la crise du coronavirus», a expliqué la même source, ajoutant que c'est à la Fédération (Fecofa) maintenant de décider des modalités pour fixer le classement définitif de la saison et s'il y aura attribution de titre et relégation ou pas.

La décision de l'annulation de la saison actuelle du championnat a mis mal à l'aise le TP Mazembe, leader avec 11 points d'avance sur son plus proche poursuivant, l'AS Vita

Club. En effet, le manager général du TP Mazembe, Frédéric Kitengie, a prévenu les instances dirigeantes du football au pays que le club n'acceptera pas de saison blanche.

«Le TP M a dit qu'il était d'accord pour que tout s'arrête, et il est hors de question que ce championnat soit déclaré blanc parce que nous avons disputé plus de 60% des matchs.

Par voie de conséquence, une fois que le championnat est homologué dans l'un ou

l'autre format, automatique-ment, il y aura des montées et des descentes», a dit Kitengie sur le site officiel du club de Lubumbashi.

«Par aucun miracle le sacre ne peut être arraché au TPM, l'essentiel est que le championnat se clôture normalement et qu'il y ait un classement.

Et si classement il y a, c'est vrai tout le monde devra être d'accord de voir le TPM en tête», a-t-il ajouté.

CHAMPIONNAT DU BÉNIN

Aucune décision avant mi-juin

La Fédération béninoise de football (BBF) a annoncé qu'elle ne prendrait aucune décision, avant mi-juin, sur la suite à donner à ses différents championnats, à l'arrêt à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

«Les membres du comité exécutif de

la Fédération béninoise de football ont unanimement décidé d'attendre jusqu'au 15 juin prochain pour prendre une décision finale sur la suite à donner aux championnats», a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel, à l'issue d'une réunion tenue samedi. Pour la BBF, si d'ici le 15

juin la situation sanitaire ne va pas s'améliorer, la saison sera invalidée et il n'y aura ni champion, ni montée, ni descente au niveau des différentes ligues.

A l'inverse du Bénin, plusieurs pays du continent ont déjà mis un terme à l'actuelle saison de football.

MANCHESTER UNITED

Solskjaer confiant pour le dossier Pogba

L'entraîneur de Manchester United, Ole Gunnar Solskjaer, reste confiant sur le fait que Paul Pogba poursuivra son aventure avec le club pour la saison 2020-2021, selon son interview avec Sky Sports. «Les

bons joueurs peuvent toujours trouver un moyen de travailler ensemble, c'est donc un grand avantage de l'avoir», a confié Solskjaer. L'international français est souvent annoncé à Real Madrid, après avoir fait

part de son désir de quitter Old Trafford l'été dernier.

«Paul a eu une saison difficile avec des blessures, mais le redémarrage lui donne une chance de commencer au même niveau, sinon devant,

d'autres joueurs», a ajouté le technicien norvégien.

L'ancien joueur de la Juventus a connu deux blessures à la cheville, le limitant à seulement cinq titularisations en Premier League cette saison.

Patrice Evra veut s'installer sur un banc

L'ancien défenseur de Manchester United et de l'équipe de France, Patrice Evra, s'est confié sur ses intentions. "Je veux entraîner, peu importe où. Je ne mets aucun objectif. Dans ma vie, je ne me suis fixé aucun objectif car, quand vous en fixez et que vous ne les atteignez pas, que pensez-vous ? Vous êtes déçu. Je ne mets donc aucun objectif. Je vis dans le présent. Je ne vis pas dans le futur car si tu vis dans le futur, tu vis avec anxiété. Et si vous vivez avec le passé, vous vivez avec regret. Je vis donc juste dans le présent. Pour dire quelle équipe je veux entraîner, je ne sais pas. Je prendrai ce que le monde me donne."



HOUSSEM AOUAR POUSSÉ VERS LA SORTIE !

Houssein Aouar, véritable pépite de 21 ans de l'Olympique Lyonnais, serait poussé vers la sortie par son club, selon les informations du journal l'Équipe. Pire encore, son départ serait déjà acté, alors que son contrat était prévu jusqu'en juin 2023. L'Olympique Lyonnais espérait s'en séparer pour 50 millions et ainsi renflouer ses caisses. Toujours selon l'Équipe, déjà de grands noms européens seraient sur le dossier, dont notamment Manchester City ou encore la Juventus Turin.

CARLOS VINICIUS INTÉRESSE MAN UNITED

D'après les informations d'A Bola, l'actuel meilleur buteur de la Liga NOS, Carlos Vinicius, serait dans les radars de Manchester United.

Il est, sans aucun doute, la révélation de la saison du côté de Benfica. Avec 15 buts marqués en championnat pour seulement 14 titularisations (6 entrées en jeu), Carlos Vinicius est, pour l'heure, le meilleur buteur de la Liga NOS. Et une telle performance ne peut qu'attirer les regards des dirigeants des plus grands clubs européens.

D'après A Bola, l'avant-centre brésilien de 25 ans serait dans les radars de Manchester United. Si le club anglais ne semble pas disposé à payer les 100 M€ de la clause libératoire de Carlos Vinicius, le club de Bruno Fernandes devrait cependant passer à l'action et proposer une première offre dans un futur proche.

Newcastle voudrait s'offrir Gareth Bale !

Gareth Bale aurait la possibilité de signer son retour de l'autre côté de la Manche lors du prochain mercato estival. Le milieu offensif du Real Madrid figurerait sur les tablettes de Newcastle. Si l'on en croit les informations révélées par le Daily Mail et Marca, les futurs propriétaires des Magpies feraient de l'international gallois de 30 ans leur priorité de l'intersaison. Pour rappel, le club anglais est en passe d'être cédé par Mike Ashley à un consortium conduit par un fonds d'investissement saoudien et disposera, si ce rachat se confirme, de liquidités importantes pour enrôler de grands noms. Newcastle voudrait que l'ancien joueur de Tottenham se retrouve au cœur du projet, au même titre que l'entraîneur argentin Mauricio Pochettino que le pensionnaire de St James' Park souhaite attirer dans ses filets. Intéressé par un départ en Major League Soccer, le natif de Cardiff est lié jusqu'en juin 2022 avec la Maison Blanche. Acheté pour 101 millions d'euros durant l'été 2013, Gareth Bale ne vaut plus aujourd'hui que 32 millions d'euros d'après le site Transfermarkt.



KLOSE, NOMMÉ ENTRAÎNEUR ADJOINT

Le Bayern Munich se renforce avec un nouvel adjoint résolument tourné vers l'offensive. L'Allemand Miroslav Klose, meilleur buteur de l'histoire des Coupes du monde (16 buts), a été nommé adjoint de l'entraîneur du Bayern Munich Hansi Flick, annonce le club bavarois ce jeudi dans un communiqué. A 41 ans, le champion du monde 2014 prendra officiellement ses fonctions au 1er juillet.

Gonzalo Higuain vers un retour en Argentine ?

Alors qu'il ne serait plus trop désiré à la Juventus, Gonzalo Higuain pourrait finalement aller à River Plate cet été.

Sous contrat jusqu'en juin 2021 avec la Juventus Turin, Gonzalo Higuain (32 ans) pourrait être amené à changer d'air lors du prochain mercato estival ! En effet, le buteur argentin n'entrerait plus trop dans les plans de la Vieille Dame pour la saison prochaine et devrait donc être obligé de se trouver un nouveau point de chute. Selon les dernières révélations de Tuttosport, Higuain figurerait sur les tablettes de River Plate.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

TWEET DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

“La préoccupation de la tennismoman Ines Ibbou prise en charge”

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a souligné dimanche soir que le ministère de la Jeunesse et des Sports prendra en

charge dans les plus brefs délais la préoccupation de la tennismoman algérienne Ines Ibbou. "L'Algérie ne peut se permettre de perdre un talent sportif

comme Ines Ibbou qui est jeune et qui a toute une carrière devant elle dans une spécialité ou peu d'Algériens excellent. Le ministère de la Jeunesse et des Sport

prendra en charge ta préoccupation dans les plus brefs délais. Tout mon soutien et mes vœux de succès", a tweeté le président de la République.

PERSONNALITÉS-DÉCÈS

Le Moudjahed Omar Boudaoud n'est plus

Le Moudjahed et ancien chef de la fédération de France du Front de Libération National, Omar Boudaoud, est décédé hier samedi dans la soirée à Aix-la-Chapelle en Allemagne à l'âge de 95 ans, a-t-on appris auprès de sa famille. Omar Boudaoud, qui était le dernier chef de la fédération FLN de France (de 1957 à 1962) est né en 1924 dans le village d'Azoubar, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, un village proche de Tizirt. Ses parents se sont déplacés au village de Tawerga où il a fait l'essentiel de son cursus scolaire pour terminer diplômé en agronomie. Il a adhéré jeune au Parti du Peuple Algérien (PPA) pour activer sous la responsabilité du militant nationaliste Zerouali. Il a été arrêté et em-

prisonné en 1945 pour avoir pris part aux activités insurrectionnelles en Kabylie. Libéré, il a été vite incarcéré en 1947 pour ses activités au sein de l'Organisation Spéciale (OS). Après le déclenchement de la guerre de libération nationale, il a participé aux côtés de son frère, Mansour Boudaoud, à la collecte des armes au Maroc, avant qu'il ne soit désigné à la tête de la Fédération de France du FLN en 1957 par Abbane Ramdane. Grâce à son sens de l'organisation, il a pu maintenir l'activité du FLN en France pendant cinq années, en ouvrant ce qui est appelé le deuxième front qui a permis à l'Armée de Libération Nationale (ALN) d'organiser des actes révolutionnaires sur les territoires même



du colonisateur. Il a été le principal architecte des manifestations du 17 octobre 1961.

Le Président Tebboune adresse un message de condoléances à la famille du défunt

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid Omar Boudaoud, décédé dimanche, dans lequel il a salué le rôle du défunt dans le "grand et petit djihad", indique lundi un communiqué de la Présidence de la République. "Suite au décès du moudjahid Omar Boudaoud, membre du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) et chef de la Fédération de France du

Front de libération nationale (FLN) durant la Guerre de libération nationale, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à la famille du défunt, dans lequel il a salué son rôle dans le grand et petit djihad, priant Dieu Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et d'assister les siens dans cette épreuve", précise le communiqué.

DÉMOGRAPHIE

43,9 millions d'habitants en Algérie en janvier 2020 (ONS)

Le nombre d'habitants de l'Algérie est passé à 43,9 millions le 1er janvier 2020, contre 43,4 millions le 1er janvier 2019, a appris lundi l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

La population résidente en Algérie était de 43,424 millions de personnes au 1er juillet 2019 et le nombre des naissances vivantes avait atteint 1,034 million, soit 4.000 naissances de moins qu'en 2018. A ce rythme de croissance de l'année 2019, la population résidente totale atteindrait 44,7 millions au 1er janvier 2021, selon les prévisions de l'ONS. La répartition de ces naissances vivantes par sexe donne 104 garçons pour 100 filles, indiquent les données statistiques de l'ONS. Cette baisse du volume des naissances a affecté le taux brut de natalité qui est passé de 24,39 pour mille en 2018 à 23,80 pour mille l'année dernière.

L'indice conjoncturel de fécondité a connu une stagnation par rapport à 2018, affichant trois (3) enfants par femme. Par ailleurs, l'accroissement naturel (naissances) a atteint 837.000 personnes, avec un taux d'accroissement naturel de 1,93%, continuant d'enregistrer la baisse enclenchée depuis 2017. Cette baisse

est due principalement au recul du volume des naissances en 2019 par rapport à 2018, mais aussi à l'augmentation du volume des décès. La répartition par sexe fait ressortir une légère prédominance de la population masculine qui représente 50,7% de la population totale.

Globalement, l'année 2019 a connu un volume de naissances vivantes dépassant le seuil d'un million de naissance pour la sixième année consécutive, quoi que légèrement en baisse par rapport à 2018, d'une augmentation significative du volume des décès, et la poursuite du recul du nombre des mariages enregistrés, entamé depuis 2014.

Poursuite de l'amélioration de l'espérance de vie

Entamée depuis 2014, la baisse de l'effectif des mariages se poursuit en 2019. Les bureaux d'état civil ont enregistré 315.000 unions en 2019 contre 332.000 unions en 2018, soit une baisse de plus de 5%. Le taux brut de nuptialité poursuit ainsi sa décroissance, passant de 7,9 pour mille à 7,26 pour mille durant la même période de comparaison. Quant à la mortalité générale, l'organisme national des statistiques re-

lève que l'année dernière a enregistré 198.000 décès, en augmentation de 5.000 décès par rapport à l'année d'avant. Ainsi le taux brut de mortalité a connu une légère hausse passant de 4,53 pour mille à 4,55 pour mille, soit le même niveau observé en 2017. D'autre part, l'ONS indique que le volume de la mortalité infantile avait atteint 21.030 cas, avec un recul de plus de 800 décès. Le taux de la mortalité infantile a connu ainsi une stagnation observée depuis 2016, avec un niveau de 21 pour mille. Par sexe, il a atteint 22,5 pour mille auprès des garçons et 19,4 pour mille chez les filles.

L'espérance de vie à la naissance a connu, quant à elle, une progression pour atteindre 77,8 ans globalement, elle est de 77,2 chez les hommes et 78,6 ans chez les femmes. Pour les perspectives d'évolution de la population algérienne à l'horizon 2040 et sous hypothèse d'atteindre un indice conjoncturel de fécondité de 2,4 enfants par femme et d'une espérance de vie à la naissance de 82 ans pour les hommes et 83 ans pour les femmes, la population résidente en Algérie atteindra 44,227 millions d'habitants en 2020, 51,309 millions en 2030 et 57,625 millions en 2040.

RETRAITE

Le décret exécutif sur la poursuite de l'activité après l'âge légal de la retraite publié au JO

Le décret exécutif fixant les modalités de poursuite de l'activité après l'âge légal de la retraite de soixante (60) ans vient d'être publié au Journal officiel de la République algérienne.

Ainsi, le décret exécutif 20-107 stipule que "le (la) travailleur (se) peut opter, à sa demande, pour la poursuite de son activité au-delà de l'âge légal de la retraite dans la limite de cinq (5) ans" (article 2). Pour pouvoir bénéficier de cette mesure, "le travailleur ayant opté pour la poursuite de son activité après l'âge légal de la retraite doit formuler une demande écrite, datée et signée par ses soins, déposée auprès de l'organisme employeur, au moins, trois (3) mois avant l'âge légal de départ à la retraite", dispose l'article 3 qui précise qu'en contrepartie, "l'organisme employeur lui délivre un récépissé de dépôt". "Le travailleur peut transmettre sa demande de poursuite de l'activité à l'organisme employeur, le cas échéant, par tous les moyens, y compris par lettre recommandée avec accusé de réception", détaille le même article. Le décret exécutif précise, en outre, que "le travailleur doit être en activité lors du dépôt de la demande de pour-

suite de son activité après l'âge de la retraite", ajoutant que "l'employeur ne peut refuser la réception de la demande déposée par le travailleur ayant opté pour la poursuite de son activité après l'âge légal de la retraite", sachant que cette demande doit être conservée dans son dossier administratif (articles 4 et 5).

"L'employeur ne peut prononcer la mise à la retraite du travailleur unilatéralement pendant la durée de cinq (5) ans citée à l'article 2 ci-dessus", dispose l'article 6. Aux termes de l'article 7, "le travailleur ayant poursuivi son activité après l'âge légal de la retraite et qui souhaite bénéficier de la retraite avant l'âge de 65 ans est tenu de formuler une demande de retraite deux (2) mois, au moins, avant la date de départ à la retraite envisagée", la demande devant être "formulée par écrit, datée, signée et déposée par le travailleur auprès de l'organisme employeur". En contrepartie, l'organisme employeur lui délivre un récépissé de dépôt. L'article 8 stipule, enfin, que "l'employeur peut décider la mise à la retraite d'office du travailleur, à compter de l'âge de soixante-cinq (65) ans révolus et plus".

JUSTICE

Tribunal de Sidi M'hamed: le procès des hommes d'affaires Ali Haddad, Oulmi et Tahkout reporté au 15 juin prochain

Le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a décidé lundi de reporter au 15 juin prochain le procès des hommes d'affaires Ali Haddad, le Pdg du groupe Sovac, Mourad Oulmi et Mahieddine Tahkout pour finaliser "les préparatifs techniques nécessaires à la tenue d'un procès à distance", a-t-on appris de la défense de certains accusés. Les hommes d'affaires Haddad, Oulmi et Tahkout sont poursuivis pour plusieurs accusations en lien avec la corruption, dont obtention de privilèges, d'avantages et de marchés

publics en violation de la législation. Plusieurs hauts responsables sont également poursuivis dans cette affaire, dont les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, les anciens ministres de l'Industrie et des Mines, Abdesslam Bouchouareb, Youcef Yousfi et Bedda Mahdjoub, l'ancien ministre du Commerce, Ammar Benyouène, l'ex-ministre des Transports, Abdelghani Zaalane, ainsi que d'anciens walis, dont l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Arrestation d'un élément de soutien et destruction d'une bombe artisanale

Communiqué du Ministère de la Défense Nationale Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, le 10 mai 2020 à Sétif/5eRM, un (01) élément de soutien aux groupes terroristes, tandis qu'un

autre détachement a détruit une (01) bombe de confection artisanale à Tébessa.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont saisi, à Bordj Badji Mokhtar en 6e Région Militaire, saisi cinq (05) camions, cinq (05) véhicules tout-terrain, (81800) litres de carburants et (5,75) tonnes de denrées alimentaires.

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie Nationale ont intercepté, lors d'opé-

rations distinctes menées à Tlemcen, Aïn Témouchent et Relizane/2eRM, huit (08) narcotrafiquants en leur possession (19,6) kilogrammes de kif traité, tandis que des Gardes-frontières ont saisi (6680) comprimés psychotropes à El Tarf/5eRM.